

## Revue de Presse

### *Presse nationale*

- « Gaspard Koenig s'invite dans le débat présidentiel », **L'Obs**, 07/10/21
- « Simplifier la vie des Français, une priorité », **Les Échos**, 01/09/21
- « La complexité administrative, une malédiction française », **Les Échos**, 03/06/21
- Couverture - « Gaspard Koenig : La simplification doit être LE Thème de la Présidentielle », **Le Point**, 20/05/21

### *Presse régionale*

- « Montaigne, c'est tout sauf une ligne droite », **Sud-Ouest**, 17/09/21
- « Gaspard Koenig s'invite dans le débat présidentiel », **La Nouvelle République**, 31/08/21
- « À l'écoute des élus pour simplifier la loi », **L'Echo du Berry**, 26/08/21
- « J'ai réalisé que les gens souffrent du fait que tout est réglementé », **Midi Libre**, 26/08/21
- « En campagne pour « faire simple » », **Centre France**, 23/07/21
- « Entretien avec Gaspard Koenig : Je ne veux pas vivre dans cet univers de contrôle permanent », **La semaine de Nancy**, 22/07/21
- « Chez les Creusois pour penser SIMPLE », **Centre France**, 22/07/21
- « En France on ne fait pas confiance à l'individu », **La Dépêche du Midi**, 11/7/21
- « En France on ne fait pas confiance à l'individu », **L'Union**, 11/07/21
- « En France on ne fait pas confiance à l'individu », **Le Télégramme**, 11/07/21
- « La confiance dans l'individu a disparu », **La République du Centre**, 09/07/21
- « Il faut simplifier et expliquer la norme », **Ouest-France**, 08/07/21
- « Il débute son Tour de France de la Simplification », **Ouest-France**, 06/07/21

### *Presse spécialisée*

- « Gaspard Koenig : Nous voulons diviser par 100 le nombre de lois », **La Gazette des communes**, 15/10/21
- « Gaspard Koenig : Pour débureaucratiser nos vies, il faut un changement d'état d'esprit dans toute la société », **Acteurs Publics**, 03/07/21

## Le libéral-libertaire Gaspard Koenig s'invite dans le débat présidentiel

**Le fondateur de Générationlibre lance Simple, un parti pour concurrencer Emmanuel Macron dans l'espace centriste de l'opinion. Avec un projet révolutionnaire : diviser par 100 le nombre de normes législatives et réglementaires.**

Le philosophe libéral et libertaire Gaspard Koenig, fondateur du think tank Générationlibre, ne comprend pas pourquoi Emmanuel Macron est si haut dans les sondages. Il vient de faire un tour de France (15 étapes) pour parler des idées du mouvement qu'il a créé, Simple, et recueillir les doléances des Français sur toutes leurs tracasseries administratives. « *Macron est détesté, et ceux qui le soutiennent le font sans véritable adhésion : ils le font par défaut, parce qu'il représente le candidat considéré comme plus raisonnable* ». Pour Koenig, le président de la République profite d'une situation de monopole sur un espace qui va du centre gauche au centre droit : « *Il prend sa rente.* » Il y a donc de la place pour une concurrence, avec la liberté pour boussole. Car si Macron est libéral, « *c'est uniquement par le haut, par le business* ». Pour le reste sa vision est « *verticale, jacobine, technocratique et autoritaire* ». L'inverse de celle de Koenig et ses amis. Après avoir terminé sa discrète campagne de collecte de témoignages, pour nourrir un site dédié, son mouvement va passer à la vitesse supérieure. Simple vient d'être enregistré comme parti politique, un manifeste va être publié, un premier meeting est prévu le 15 novembre à Paris. Des permanents sont recrutés, des fonds sont levés : la stratégie globale est assurée par Guillaume Liegey, ex-directeur de la campagne de porte-à-porte de François Hollande en 2012, cofondateur du cabinet de conseil en stratégie électorale Liegey Muller Pons. Koenig entend-il se lancer lui-même dans la campagne présidentielle ? Il esquive la question : « *On ne s'interdit rien. Il n'y a pas que la présidentielle, il y a les législatives, les régionales, les cantonales.* » Tout dépendra de la « dynamique » créée. Ce qui est clair, c'est qu'il entend peser dans le débat d'ici les échéances d'avril 2022. Le livre à paraître, aux éditions de L'Observatoire sera cosigné par Nicolas Gardères, un avocat libertaire « *encarté EELV* », précise Gaspard Koenig qui veut se libérer de son image de libéral « *de droite* ». Il cite désormais aussi souvent David Graeber (l'anthropologue anarchiste américain, figure de proue du mouvement Occupy Wall Street, décédé l'an dernier) que Benjamin Constant. Simplification révolutionnaire Le manifeste avancera une proposition radicale de simplification des lois et des règlements : diviser par cent (oui, cent !) le nombre de normes applicables. Nom de code de l'opération : Portalis, en mémoire de l'architecte du Code civil Jean-Étienne-Marie Portalis. Les codes de loi actuels posent environ 75 000 principes, on passerait avec Portalis à seulement 5 000. Et il n'y aurait plus de décrets d'application... Gaspard Koenig et Nicolas Gardères veulent appliquer une cure d'amaigrissement à l'ensemble de la législation concernant la vie quotidienne des Français, sur le modèle de ce qu'Antoine Lyon-Caen a suggéré pour le Code du Travail. « *Il faut que la loi retrouve un bon niveau de généralité. Cela restaurerait la confiance entre les citoyens et les administrations ou les entreprises, la confiance des citoyens entre eux, la*

*confiance dans le jugement individuel.* » Evidemment, une telle réforme accroîtra, dans la société, le risque : « *Si vous vous cognez la tête à une poutre qui est à 1,92 cm au lieu de 2 mètres, vous ne pourrez pas vous retourner contre celui qui l'a posée.* » La simplification est féministe Après son tour de France de cet été, Gaspard Koenig, a la conviction que les dirigeants politiques, malgré les remous créés par la gestion sanitaire de la crise du Covid, n'ont pas encore pris la mesure du ras-le-bol des Français face aux trop-pleins de normes et de tracasseries. Un ras-le-bol qui frappe surtout des Françaises, d'ailleurs. Dans les ménages, affirme Koenig, ce sont le plus souvent les femmes qui portent la charge mentale finale face à la paperasserie : « *Souvent monsieur s'énerve, puis madame le calme, ramasse les papiers jetés par terre et passe trois heures derrière un écran.* » Pourquoi le sujet ne perce-t-il pas dans la campagne ? Réponse du philosophe : « *La gauche n'a jamais réussi à s'en emparer, parce qu'elle considère que c'est un truc poujadiste et elle refuse de constater les failles de l'Etat protecteur qu'elle a enfanté. Quand à la droite, elle tire la question vers l'économie - les charges trop lourdes sur les entreprises, le droit du travail trop étouffant, etc - alors que c'est une question de civilisation.* » Selon lui, les normes profitent toujours aux plus forts, à commencer par les grandes entreprises, qui disposent de services juridiques et de comptabilité importants. « *Les normes, pour elles, sont une barrière à l'entrée qui protège leur marché.* » Le système favorise donc, à l'écouter, la concentration de l'économie et donc, on y revient, les rentes.

*par L'obs*



## Simplifier la vie des Français, une priorité

**LIBRE PROPOS**  
par **Gaspard Koenig**



**E**n juillet, la revue « Zadig » a publié un long entretien avec le chef de l'Etat, surprenant par la diversité des sujets abordés et la densité des analyses. Après cette lecture, je comprends mieux pourquoi je me trouve en désaccord avec la politique menée. « *La France a un problème de castes* », explique justement le président. « *Pas de bureaucratie ni de centralisation* », poursuit-il. Autrement dit, si le recrutement de l'administration était plus ouvert et sa gestion plus fluide, tout irait bien. La structure jacobine de notre gouvernance n'est nullement en cause.

Il se trouve que j'ai passé mon été à sillonner la France sur le thème de la simplification (chacun ses vacances !), recueillant des centaines de témoignages sur les entraves administratives qui freinent nos vies professionnelles, associatives, personnelles. J'ai rencontré des artisans en Mayenne, des riziculteurs en Camargue, des bénévoles à Brest, des parents d'enfants handicapés à Orléans, des profs à Nîmes, des agriculteurs dans le Cher, des restaurateurs dans le Var, des élus locaux dans la Creuse, des chefs d'entreprise dans l'Indre, etc. Chacun dans son secteur se trouve confronté à une complexité normative devenue littéralement insoutenable. Ma conclusion est donc exactement opposée à celle du chef de l'Etat : le problème de la France, c'est la bureaucratie. Le formulaire Cerfa est devenu notre identité nationale.

Il est vrai qu'on le dit depuis longtemps. Au XVI<sup>e</sup> siècle, Montaigne, philosophe mais aussi juriste, se plaignait déjà que « *nous avons en France plus de lois que tout le reste du monde ensemble* ». Tocqueville faisait de la « *tutelle* » administrative le continuum entre l'Ancien Régime et la Révolution. Tous les présidents depuis Pompidou ont promis de lutter contre la paperasse, sans résultat : le Conseil d'Etat publie tous les cinq ans un rapport accablé chiffrant l'inflation normative (au dernier comptage, 84.619 articles législatifs et 233.048 articles réglementaires en vigueur). C'est ainsi que la « *cage d'acier* » redoutée par Max Weber s'est refermée sur le citoyen. Nous avons atteint aujourd'hui un point de rupture, où plus personne n'est capable de comprendre ni de respecter le droit, et où le pays glisse de fait dans une discrète anarchie. Le chef de l'Etat semble malgré tout partager l'intuition de ce ras-le-bol, si l'on en croit la célérité avec laquelle il s'est opposé au contrôle technique des motos.

Mais le bilan du quinquennat parle de lui-même : jamais nos existences n'ont été aussi embourbées dans la glaise des acronymes, obérant la spontanéité, l'initiative, les rapports humains les plus simples.

La paperasse n'est pas seulement un irritant quotidien. C'est une question de justice sociale, relevée par l'anthropologue David Graeber. Les « *insiders* », contribuables dotés d'avocats fiscalistes, grandes entreprises disposant de départements de « *compliance* », collectivités territoriales à même d'embaucher des cabinets d'audit, tirent profit de la complexité. Les autres, décrocheurs perdus dans le maquis des aides sociales, plombiers-chauffagistes découragés par les certifications, petits maires pénalement responsables de codes illisibles, sont condamnés à vivre dans une forme de semi-clandestinité, redoutant à tout moment l'inspection fatidique ou le courrier incriminant. Si la loi assure l'égalité, son excès réintroduit l'arbitraire.

**La « cage d'acier » redoutée par Max Weber s'est refermée sur le citoyen.**

**La paperasse n'est pas seulement un irritant quotidien, c'est une question de justice sociale.**

La simplification a toujours échoué parce qu'elle suppose une remise en question de notre paradigme vertical de contrôle et de surveillance. Simplifier, c'est faire confiance : au jugement individuel, à la capacité pour le plus petit échelon d'adapter au terrain l'esprit de la loi, à la conciliation entre les parties. Portalis, chargé par Bonaparte de mettre à plat le droit français, l'écrivait ainsi dans son discours préliminaire au Code civil : « *Les lois positives ne sauraient jamais entièrement remplacer l'usage de la raison naturelle dans les affaires de la vie.* » Ne cherchons pas plus loin le chemin du vivre ensemble.

Bien davantage qu'une mesure technique, un projet majeur de simplification serait en soi révolutionnaire. Il permettrait de réintroduire de manière concrète, immédiatement tangible, la culture de la liberté et son indispensable corollaire, la responsabilité personnelle. Il déboucherait naturellement sur des politiques structurelles, comme le revenu universel ou l'autonomie locale. Telle devrait être la promesse de cette élection présidentielle : un quinquennat à faire moins plutôt que plus.

**Gaspard Koenig** est philosophe et fondateur du think tank GenerationLibre.

# Gaspard Koenig

## « La simplification doit être LE thème de la présidentielle »

**Briseur de chaînes.** L'écrivain et philosophe libéral lance un mouvement citoyen, Simple, et un site, Vieplussimple.fr, sur lequel chacun peut consigner les règles qui entravent son quotidien.



**Bouffée d'oxygène.** Fondateur du think tank GénérationLibre, Gaspard Koenig a voyagé, pendant cinq mois, à cheval, sur les traces de Montaigne, à la rencontre des habitants. Le récit de son périple paraîtra en septembre aux éditions de L'Observatoire.

PROPOS RECUEILLIS PAR SÉBASTIEN LE FOL

**Le Point:** Comment est née l'idée de cette plateforme, Simple ?

**Gaspard Koenig:** L'idée de simplicité m'est apparue au cours de mon voyage à cheval sur les traces de Montaigne, de Bordeaux à Rome. Je l'ai vécu comme un exercice de dépouillement difficile mais instructif, dans la veine du stoïcisme dont se réclamait Montaigne. Je suis parti seul avec ma jument et dix kilos de bagages, pendant cinq mois. Rien ne m'a manqué. Politiquement, cette exigence de simplicité est aussi la principale leçon de mes conversations le long du chemin. Chaque soir ou presque, je dînais chez l'habitant. Tous milieux confondus, mes hôtes se plaignaient systématiquement de la com-

plexification croissante de leurs vies. Jamais ils ne m'ont parlé des sujets qu'on adore à Paris (pas une seule fois je n'ai entendu le nom de Macron). En revanche, ils me racontaient comment ils doivent se débattre tous les jours avec des règles folles qui leur donnent le sentiment de ne jamais rentrer dans les bonnes cases. Les agriculteurs, par exemple, passent une bonne partie de leur temps à « faire de la paperasse », c'est tellement à l'opposé de leur mode de vie ! J'ai pu mesurer à quel point la simplicité, en plus d'être une question philosophique passionnante, était un sujet de société totalement sous-estimé. À mon retour, après cinq mois sur les chemins sans avoir à rentrer un seul mot de passe ni à remplir un seul formulaire, j'ai eu le sentiment

violent de retrouver la camisole de force administrative qui est devenue notre lot commun.

**Vous avez l'air de découvrir la lune ! Chaque gouvernement, depuis dix ans, y va de son couplet sur le mode « arrêtons d'emmerder les Français ». On a même mis en place des commissions de simplification...**

En effet. Le Conseil d'État produit régulièrement des rapports dénonçant « l'inflation normative ». Le think tank que j'ai fondé, GénérationLibre, a publié des propositions sur le sujet. Mais pour une norme qui prend la porte, dix reviennent par la fenêtre. L'État est impuissant car il est pris dans la toile qu'il a tissée et dont les fonctionnaires sont souvent les premières victimes, frustrés dans

PANOS/REA POUR « LE POINT »

**« En 2022, il ne faut pas nous promettre des choses en plus, mais nous demander ce que nous voulons en moins ! »**

## Bistrots, poignées de porte, vendanges... les premières doléances recensées par Simple

« Pour ouvrir un débit de boissons, on doit assister à une formation obligatoire de vingt heures... Uniquement pour comprendre toute la réglementation ! »

« Je suis maçon. On n'a pas le droit de laisser un espace de plus de 20 centimètres entre l'échafaudage et le mur. Quelqu'un m'explique comment on fait quand la pierre est irrégulière ? »

« Pour faire les vendanges, les saisonniers sont logés en dortoir. Ça dure deux semaines, c'est la tradition et personne ne s'en plaint. Mais avec les nouvelles normes sur les "surfaces minimales d'accueil", on ne sait plus quoi faire. Il faut demander des dérogations qui n'arrivent jamais à temps. On ne peut pas pousser les murs, quand même ! »

« Pourquoi suis-je obligé de donner mon prénom, mon nom et ma date de naissance pour acheter un billet de TER ? »

« Quand j'ai refait ma baraque, j'ai voulu mettre les poignées de porte en hauteur pour que les gamins ne puissent pas ouvrir. Figurez-vous que c'est interdit. La poignée, elle doit être entre 0,9 et 1,3 mètre, c'est la loi qui le dit. De quoi elle se mêle, la loi ? Chez moi, en plus ! »

■■■ leurs initiatives et privés de l'exercice de leur jugement. La pandémie, avec sa kyrielle d'attestations, a mis à nu ces dysfonctionnements. La simplification devrait donc être la priorité politique du prochain quinquennat. C'est un travail ingrat, fastidieux. Ce n'est pas une grande idée, mais une urgence si nous voulons préserver l'État de droit en redonnant, justement, un sens à la loi. En 2022, il ne faut pas nous promettre des choses en plus mais nous demander ce que nous voulons en moins !

### Comment va fonctionner Simple ?

Pour élargir mon expérience personnelle, forcément limitée, je me propose de recueillir le témoignage des Français ; d'effectuer une recension grandeur nature de tout ce qui nous empêche d'aller jusqu'au bout de nos projets, de nos activités, de nos vies. Avec des amis, nous avons donc créé une plateforme, très... simple. J'invite chacun à raconter son histoire sur Vieplussimple.fr. Un groupe de juristes va dépouiller toutes les contributions. À l'automne, nous ferons un compte rendu et des propositions que j'espère radicales. C'est une démarche positive, optimiste : notre pays est comme une jolie plante dont le jardinier s'occupe trop et qui ne demande qu'à ôter ses tuteurs.

### Pourquoi aime-t-on autant compliquer en France ?

La question n'est pas la source de légitimité de la norme, mais son niveau de dé-

tail, qui la rend inopérante et surtout injuste, car les insiders s'en sortent toujours mieux. Montaigne déjà se plaignait que « nous avons en France plus de lois que le reste du monde ensemble ». Tocqueville a tout dit de cette tradition française dans *L'Ancien Régime et la Révolution* : le poids de la tutelle administrative, le paradigme vertical... Pour faire réparer le toit d'une église, déplorait Tocqueville, il fallait en appeler au cabinet du roi. Aujourd'hui, on saisit la Drac [Direction régionale des affaires culturelles, NDLR]... A ces caractéristiques nationales s'ajoute un facteur plus universel : l'aversion pour le risque de nos sociétés développées. La réglementation s'en nourrit et l'alimente à la fois. Exemple : plus personne n'ose ouvrir de bistrot dans les villages car parmi la myriade de contraintes légales, le patron peut finir en prison s'il a laissé un client s'enivrer ! Simplifier, c'est aussi responsabiliser et permettre de rétablir la confiance au sein de notre société. Je suis convaincu que le prétendu désir de protection des Français est largement fantasmé par nos dirigeants. Un de mes hôtes, dans les Vosges, m'a dit : « La vie était plus rude pour les anciens, mais elle était plus libre. » Tout le monde veut reprendre le contrôle sur sa propre vie. **L'État n'a pas le monopole de la complexité. Les entreprises ne sont pas en reste...**

En effet. Les plateformes numériques, loin de fluidifier notre quotidien, ont

créé un nouveau labyrinthe de mots de passe et de conditions d'utilisation... L'anthropologue David Graeber a parlé de « bureaucratisme du monde ». Ce processus insidieux est en train de grignoter notre humanité, notre spontanéité.

### Le privé peut-il être une source d'inspiration pour simplifier ?

Une récente étude de psychologie comportementale de l'université de Virginie montre que le réflexe naturel de l'être humain face à un problème, c'est la complexification. Mais ça se soigne ! Ken Segall, qui a travaillé douze ans aux côtés de Steve Jobs, a expliqué dans un livre l'obsession de la simplicité chez Apple. Faire simple nécessite une discipline personnelle rigoureuse.

### Si aucun candidat à la prochaine élection présidentielle ne se saisit de ce sujet, avez-vous l'intention de vous présenter ?

J'aimerais surtout que mes idées y soient présentes. J'ai créé GénérationLibre il y a près de dix ans. Nos arguments font leur chemin dans l'opinion publique, mais la classe politique reste obsédée par la passion du contrôle et de l'interdit. C'est assez frustrant. J'ai donc décidé de décliner mon engagement sous une forme plus politique en créant ce mouvement. Mon objectif est... simple : imposer la simplification comme LE thème de la présidentielle. C'est une matrice puissante pour penser de nombreux autres sujets ■

**« Je suis convaincu que le prétendu désir de protection des Français est largement fantasmé par nos dirigeants. »**

# idées & débats

## La complexité administrative, une malédiction française

Marie Bellan  
@mbellan1

« Pour ouvrir un débit de boissons, on doit assister à une formation obligatoire de 20 heures... uniquement pour comprendre toute la réglementation ! » Ou encore : « Dans ma boîte, on a l'obligation de tenir la rampe quand on se trouve dans un escalier... Sérieux, on nous confie tous les jours d'importantes responsabilités, mais on ne serait pas capable de monter des marches ? » Ces témoignages, ou leur équivalent, tout le monde en a plusieurs exemples en tête. Ceux-là sont tirés de la plate-forme que vient de lancer Gaspard Koenig, chroniqueur aux « Echos » et fondateur du think tank GenerationLibre. Baptisée « Simple », elle offre à chacun la possibilité d'apporter son témoignage sur la complexité administrative foisonnante à laquelle nous devons faire face, au bureau, dans nos loisirs, dans la vie de tous les jours. Une semaine après son lancement, la plate-forme avait déjà enregistré près de 1.000 témoignages.

L'idée est venue de son périple à travers la France, au printemps dernier, au cours duquel Gaspard Koenig a été stupéfait de voir combien ce sujet revenait sans cesse dans les conversations. En France, loin des cénacles parisiens, on parle finalement très peu de Macron, encore moins de ses ministres, mais beaucoup de ces tracasseries qui, à minima, font perdre du temps, et au pire peuvent mettre votre activité professionnelle en péril. Toutes les catégories sociales et professionnelles sont concernées. Du policier qui passe plus de temps à enregistrer des PV qu'à être sur le terrain au chef d'entreprise qui remplit déclaration sur déclaration, en passant par le bénéficiaire du RSA qui préfère parfois renoncer devant toutes les difficultés. Des exemples isolés ? Des grinceux atteints de phobie administrative ? Les chiffres sont là pour montrer que l'inflation des textes et des réglementations n'est pas qu'une impression. Et elle vient de loin. L'indicateur de suivi de l'activité normative, publié par le Secrétariat général du gouvernement, est là pour en attester.

“

**L'ANALYSE DE LA RÉDACTION**  
Pour une norme simplifiée, combien de nouvelles réglementations introduites ? La simplification administrative est un chantier sans cesse abordé, et sans cesse abandonné. Le sujet est devenu à ce point épidermique que certains y voient un des points d'achoppement de la future campagne présidentielle.

○

### Les points à retenir

- Les chiffres montrent que l'inflation des textes et des réglementations en France est une réalité.
- L'OCDE a évalué à plus de 60 milliards d'euros par an le coût de la complexité administrative en France.
- Les entreprises sont les premières à réclamer des exceptions à la loi, avec des dérogations administratives, des exonérations fiscales.

En 2020, 47 lois ont été promulguées, autant qu'en 2019, mais certes moins qu'en 2016, où le record de 60 lois promulguées a été atteint. On n'avait pas fait mieux depuis vingt ans. Autre indicateur intéressant : le nombre d'articles entre le dépôt et la promulgation des projets et des propositions de lois. En 2020, le nombre d'articles au dépôt était de 427, un fois la loi promulguée, il est passé à 1.221. Preuve de la vigueur du travail parlementaire, mais preuve aussi que la loi en France est très (trop) bavarde. Conscients des difficultés que peut causer cette inflation normative – l'OCDE a chiffré à plus de 60 milliards d'euros par an le coût de la complexité administrative en France – les gouvernements successifs ont tenté d'y mettre un terme. Chaque président a un chantier à son actif sur le sujet : le « choc de simplification » de François Hollande avec le « dites-le nous en une fois », ou le « silence de l'administration vaut accord » et ses 41 décrets d'exception et près de 1.300 dérogations ; le « droit à l'erreur » d'Emmanuel Macron, devenu la loi « pour une société de confiance ».

### « Permis d'innover »

Que reste-t-il de tout cela ? Quelques mesures emblématiques comme le bulletin de paye simplifié ou encore le « permis d'innover », qui permet de déroger aux règles de construction dès lors que les résultats atteints sont conformes aux objectifs visés par la réglementation en matière de bâti. C'est peu de chose au regard des attentes et au dire de Guillaume Poitrinal, à la tête du groupe de construction Woodem et qui a été en charge du dossier au début du quinquennat Hollande avec le ministre Thierry Mandon : « Le pays a beaucoup perdu en réactivité. On n'arrête pas d'en rajouter, avec des contrôles qui se multiplient. Tout est soumis à autorisation. » Pour la « société de confiance », on repassera.

La volonté de simplification était pourtant très structurante dans certaines des réformes ou projets de réforme de l'actuel quinquennat : que l'on pense à la réforme du Code du travail, ou à celle, qui n'a



pas vu le jour, des retraites. Un régime unique à points, identique pour tous, n'est-ce pas une grande avancée de la simplification ? Et pourtant, peu de réformes ont suscité autant d'animosité et de crainte, justement parce qu'elle supprimait des particularités, des « avantages acquis » diraient certains. C'est qu'en France, on n'aime rien tant que d'adapter la loi à chaque situation. Et les entreprises sont les premières à réclamer des exceptions à

la loi avec des dérogations administratives, des exonérations fiscales – la taxation du gazole non routier, dont l'exonération vient d'être prolongée pour la troisième fois, en est un parfait exemple.

Notre passion de l'égalité n'a d'égale que le goût du particularisme pour ne méconter personne. Sans compter les rentiers de la complexité, avocats ou experts-comptables qui vivent de cette réglementation kafkaïenne. Fort de sa plate-

forme, Gaspard Koenig compte en faire un des débats de la campagne présidentielle. « Ça ne peut être que présidentiel comme sujet », renchérit Guillaume Poitrinal. « Et ce serait l'instrument de relance le moins cher du moment », insiste-t-il. Il n'y a pas de fatalité : l'exemple du Code civil montre qu'une montagne de complexité, comme pouvait l'être le dédale des droits féodaux de l'Ancien Régime, peut être résorbée. Question de volonté politique. ■

politique

# Gaspard Koenig s'invite dans le débat présidentiel

Invité par Nicolas Forissier, député de l'Indre, le fondateur du mouvement citoyen Simple a rencontré des acteurs locaux. Son objectif : la simplification.

Des responsables d'associations à La Châtre, un gestionnaire d'un moulin, des professionnels du handicap, un banquet républicain à Châteauroux à midi, puis un rendez-vous avec le monde agricole à Moulins-sur-Céphons, des acteurs du tourisme à Valençay pour finir par un dîner avec des chefs d'entreprises et des représentants de la Chambre de commerce. Le programme concocté par Nicolas Forissier a été bien chargé pour Gaspard Koenig, fondateur du think tank « Génération libre » et du mouvement citoyen Simple. Hier, l'invité du député Les Républicains de l'Indre a pu faire le plein de témoignages sur la thématique de la « simplification des procédures ».

## « Renverser le paradigme jacobin »

« Ce sujet est la ligne de fond de multiples préoccupations. C'est une problématique capitale qui devrait être au cœur du projet présidentiel », abonde Nicolas Forissier qui appuiera, à n'en pas douter, les doléances recueillies par Gaspard Koenig lorsque sa famille politique aura trouvé son poulain pour l'élection présidentielle d'avril 2022.



Gaspard Koenig, entouré de Xavier Elbaz, maire de Villedieu, et Nicolas Forissier, député.

« L'idée, c'est que trop de lois tuent la loi. Nul n'est censé l'ignorer mais personne ne la comprend. La simplification normative, c'est aussi vieux que l'État français. Mais, depuis une vingtaine d'années, on observe une inflation de textes et hormis les grands ensembles qui contrôlent nos vies, cela pose problème aux petits et aux indépendants. » Cette intuition, comme il la nomme, Gaspard Koenig l'a eue en traversant la France à cheval l'année dernière. « En étant accueilli chez l'habitant, je me suis rendu compte que c'était un sujet poli-

tique majeur et qui n'était jamais traité par les candidats à la présidentielle. » Pour Gaspard Koenig, c'est un sujet « trop difficile, laborieux et pas très glamour » pour qu'un candidat s'en empare. Pourtant, selon lui, il « détient plein de clés sur les sujets sociétaux ». Il poursuit : « Simplifier, c'est apprendre à faire confiance à l'acteur de terrain. C'est renverser le paradigme jacobin et redonner une marge de manœuvre à ceux qui doivent faire appliquer la loi. On le voit bien avec la crise sanitaire actuelle. »

Libéral, Gaspard Koenig reconnaît avoir l'oreille des milieux de droite mais aussi du centre gauche. Il affirme que « son » sujet « déborde des clivages politiques ». Mise en place avec son mouvement citoyen Simple, une plateforme (1) est à disposition de tout un chacun pour y proposer son témoignage. « Nous ferons des propositions fin octobre, une fois que nos juristes auront fait le tri des messages. »

Pierre-Yves Rochcongar

(1) [www.vieplussimple.fr](http://www.vieplussimple.fr)

## environnement

# Bientôt les premières restrictions d'eau

L'Observatoire de la ressource en eau (ORE) de l'Indre regroupe les principaux usagers de cette ressource (collectivités, profession agricole, concessionnaires d'eau potable, associations environnementales...) et les services de l'État. L'ORE assure une veille permanente en période de sécheresse et propose au préfet d'éventuelles mesures de restriction des usages de l'eau.

« Depuis la fin de l'hiver 2021, l'Indre, comme la majorité des territoires français, a connu un épisode de sécheresse marqué par un déficit compris entre 40 et 50 % de la pluviométrie par rapport aux données moyennes antérieurement connues entre mars et avril, souligne l'ORE dans un communiqué. L'apport



Si l'été a été humide, la fin de mois d'août est marquée par une absence de pluviométrie. L'Indre pourrait rapidement connaître ses premières restrictions.

de précipitations entre mai et juillet a engendré un épisode de recharge complémentaire, per-

mettant d'améliorer temporairement l'état de la ressource et de décaler de plus d'un mois la

baisse du débit des cours d'eau. Cependant, ce répit est momentané et la dynamique de diminution de la ressource reprend en l'absence de précipitations. »

Un point de la situation effectué cette semaine confirme cette tendance. « Malgré un été pluvieux avec des températures moins fortes, les premiers seuils de restrictions seront bientôt franchis et par conséquent, il est plus que jamais nécessaire que chacun reste vigilant et adopte les bons réflexes afin de préserver la ressource. »

À noter qu'en France, à ce jour, une trentaine de départements ont déjà mis en œuvre des dispositions restrictives des usages de l'eau dont notamment les départements du Cher, de la Vienne et du Loir-et-Cher.

## en bref

### POLITIQUE

#### Bonneau : une rentrée sous le signe de la confiance

Le président François Bonneau a donné la tonalité de la rentrée régionale, lundi à Orléans, à l'occasion d'un tour d'horizon des priorités de ce début de mandat pour le Centre-Val de Loire. Après 18 mois de crise sanitaire, le chef de l'exécutif régional a délibérément placé son action sous le signe de « l'urgence », environnementale en premier lieu, mais aussi sociale et économique, en pariant sur la « confiance retrouvée » et une « relance accélérée ».

Sur le front de la rentrée des classes, la Région a commandé 4.000 ordinateurs de plus pour les mettre à disposition de ceux qui en ont besoin, à petit prix. Elle va aussi maintenir les aides alimentaires pour les étudiants, jusqu'en janvier 2022. Son action va s'intensifier en faveur des demandeurs d'emploi, l'objectif est de multiplier par deux les formations inclusives, pour que 10.000 personnes en bénéficient.

Autre dossier brûlant, celui de la santé. Cette année, 100 places supplémentaires s'ouvrent en médecine à Tours, soit 350 places. « Cela va dans le bon sens », se félicite le président. La Région va par ailleurs se mobiliser davantage sur le recrutement d'aides-soignants, en mettant la formation professionnelle à contribution. Enfin, le président veut continuer à militer pour l'ouverture d'une faculté dentaire et va saisir les ministères de l'Enseignement supérieur et de la Santé. Objectif, former soixante dentistes par an dès la rentrée 2022.

La Région va aussi organiser, dès l'automne, des états généraux de la jeunesse et de l'économie, qui l'aideront à tracer sa feuille de route. Reste l'incertitude sanitaire, qui s'est traduite par une montée des déficits, au niveau national comme au plan régional en raison des mesures de soutien à l'économie. « Le choix était le bon », assure le président, même s'il a fallu pour cela passer « de trois à dix ans pour le remboursement de la dette ».

C. Berkovicus



# Saint-Amand

## permanences

- Accompagnement des ménages surendettés :**  
 Tél. 02 48 96 17 17
- Accueil des villes françaises :**  
 Tél. 06 78 53 12 17
- Association familles de France ; défense du consommateur :**  
 jeudi 26 août de 14 h 30 à 16 h 30 à la Maison des associations  
 Tél. 02 48 24 17 13
- Association solidarité emplois ruraux :** le jeudi sur rendez-vous à la Mutualité sociale agricole (MSA) au 8 rue Pasteur  
 Tél. 02 48 23 90 70
- Caisse de retraite et de prévoyance du bâtiment (Pro BTP) :** sur rendez-vous à la Maison des associations au 01 40 31 38 88
- Centre d'information, conseil et accueil des salariés (Cicas) du Cher :** accueil sur rendez-vous au 0 820 20 01 89
- Centre interinstitutionnel de bilans de compétences (CIBC) du Cher :**  
 Tél. 07 60 91 39 15
- Conseil départemental de l'accès au droit du Cher :** sur rendez-vous à la Maison des associations au 02 48 68 33 83
- Cercle de généalogie du Haut-Berry :** mercredi 1<sup>er</sup> septembre de 14 h à 17 h au 44 avenue Jean-Jaurès ; possibilité de prendre rendez-vous pour un autre jour au 02 48 96 25 47
- Entente des générations pour l'emploi et l'entreprise :**  
 Tél. 06 86 66 19 57
- Mission locale :** rendez-vous au 02 48 82 10 35
- Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (Unafam) :** accompagnement par téléphone au 02 48 40 05 38

**POLITIQUE** De passage dans le Cher en juillet, le philosophe Gaspard Koenig a recueilli les témoignages d'élus à Saint-Amand et rencontré commerçants et agriculteurs à Orcenais

## À l'écoute des élus pour simplifier la loi

**M**ieux vaut prévenir que guérir. Mais jusqu'à quel point l'État doit-il légiférer pour anticiper d'éventuels drames ou catastrophes avant qu'ils ne se produisent ? D'ailleurs, le peut-il vraiment ? Au 25 janvier 2019, le volume du droit français en vigueur comptait plus de 84 000 articles législatifs et 233 000 articles réglementaires, en hausse par rapport à 2018 (83 254 et 231 363). Et l'inflation ne cesse d'augmenter année après année, au gré de l'actualité. « On pourrait imaginer un troisième critère de recevabilité pour que chaque amendement impliquant la création d'une nouvelle norme soit compensé par la suppression d'anciennes normes », propose Loïc Ker-  
 vran, député de la 3<sup>e</sup> circonscription du Cher, pour ouvrir le débat.

### Un poids pour la ruralité

À l'invitation du député, un groupe d'élus s'est réuni dans la salle des Actes de la mairie de Saint-Amand, les 29 et 30 juillet, pour partager avec Gaspard Koenig, philosophe et essayiste à l'origine du mouvement citoyen *Simple*, les difficultés qu'ils rencontrent dans l'application des lois qui sont élaborées par le gouvernement puis votées par le Parlement à Paris mais ne correspondent pas toujours à la réalité de ce qu'est la vie dans les communes rurales du Berry. À titre d'exemple, Pierre Ducastel, maire de la commune de La Guerche-sur-l'Aubois, a évoqué la loi du 12 juillet 2010,



Emmanuel Riotte, Loïc Kervran et Gaspard Koenig ont accueilli des élus de différentes collectivités à la mairie de Saint-Amand.

dont le décret d'application n'est paru que le 9 mai 2017, qui fixe l'obligation de procéder à la rénovation thermique des bâtiments à usage tertiaire de plus de 2000 m<sup>2</sup> d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2020. « Les études réalisées ont chiffré les travaux à 1 M€ pour une rénovation complète des bâtiments communaux, c'est-à-dire de la mairie, de la salle des fêtes et des terrains de sport. Sachant que la moitié du budget (3,5 M€ pour 3 300 habitants) rémunère le personnel communal, il ne reste plus grand-chose à la fin... » Au cours des échanges qui ont duré près de trois heures, les élus ont notamment déploré un manque de liberté et de confiance à leur égard dans la gestion du budget municipal, l'impression que leur connais-

sance du territoire n'était pas prise en compte et la défiance de certains de leurs administrés vis-à-vis d'une complexification qui n'en finit plus. Ces témoignages viennent s'ajouter à la longue liste de ceux déjà consignés dans le carnet de route de Gaspard Koenig, qui sillonne le pays pour tenter de comprendre comment la loi française pourrait être simplifiée. Pour y parvenir, il est allé à la rencontre des Français afin d'écouter leurs propositions. « Il n'y a plus de place pour la responsabilité individuelle, déplore le philosophe. Ceux qui se prennent les normes de plein fouet et qui ne connaissent pas le système ont l'impression d'être hors-la-loi. L'inflation normative contribue à créer du ressentiment envers l'État et alimente

un mouvement de révolte et de rébellion. Nous sommes arrivés à un point de rupture. » Avec la création de son *think tank* (laboratoire de pensée) *Génération libre* en 2013, cet ancien élève de l'École normale supérieure de Lyon compte proposer des solutions politiques pour faire de l'excès de normes un sujet de débat lors de la campagne présidentielle. « La France légifère deux à trois fois plus que les autres pays, affirme-t-il en déplorant le manque d'enthousiasme des politiques et des médias à propos de cette question. Elle produit entre 45 et 50 textes de loi par an alors que l'Angleterre, par exemple, vote environ 15 lois. » Au mois d'octobre, après avoir examiné avec son équipe de juristes un à un les 2000 témoignages déposés depuis juin sur la plateforme *Vie plus simple*, Gaspard Koenig dévoilera des propositions destinées à réformer en profondeur le droit. Parmi ses idées fortes, le mouvement *Simple* défend notamment la mise en place d'une allocation universelle, en remplacement des minima sociaux, qui permettrait à tous de bénéficier des mêmes droits sans condition ni contrôle. « Plus on infantilise les gens, plus ils se comportent comme des cons, estime-t-il, convaincu que la réalisation de soi passe par l'autonomie. Si on leur donne un espace de liberté et qu'on leur fait confiance, alors ils vont se responsabiliser. C'est un cercle vertueux. » ■ **Alexandra Adam**  
 • www.vieplussimple.fr

## Nos pompiers sur le front



Les soldats du feu ont été mobilisés une semaine.

**LE GROUPE D'INTERVENTION FEUX DE FORÊTS BERRY,** constitué avec les effectifs et les moyens opérationnels des services départementaux d'incendie et de secours du Cher et de l'Indre ont été sollicités pour aller en renfort de leurs collègues qui luttent contre les flammes dans le sud de la France. Ils se sont rendus sur le site de l'École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers d'Aix-en-

Provence. Le groupe était constitué de onze sapeurs-pompiers du Cher et onze de l'Indre, équipé de quatre camions-citernes feux de forêts, de véhicules de commandement et de la logistique nécessaire pour vivre en autonomie le temps de l'opération. Le GIFF a été rattaché à la colonne feux de forêts Ouest formée par les Sdis de la région Centre-Val de Loire dans le cadre de la solidarité nationale. ■ **A.A.**

## État civil

### Naissances

Mathéo Reis Do Rego (Faverdines) ; Thyago Sampedro Coutin (Dun-sur-Auron) ; Vincent Thomasset (Blet) ; Éloïse Galmard (Bouzais) ; Camélia Moulin (Coust) ; Mya Higuete (Sancoins) ; Lilia Sulima-Dolina (Nozières) ; Camille Archer Aillot (Valigny) ; Énaël Labois (Charenton).

### Décès

Ghislaine Deschamps de Sainte-Suzanne, 71 ans (Dun-sur-Auron) ; Christian Gallienne, 65 ans (Saint-Germain-des-Bois) ; Louise Bouet née Pennetier, 92 ans (Saint-Amand) ; Alain Legrain, 70 ans (Saint-Amand) ; Marcelle Nigen née Fouré, 88 ans (Dun-sur-Auron) ; Jean Chevreux, 98 ans (Saint-Amand) ; Pierrette Chirault née Bouquet, 79 ans (La Châtre) ; Damiano Moretto, 71 ans (Morlac) ; Alice Jacquet née Augustin, 88 ans (Charenton) ; Anton Hojkar, 92 ans (Saint-Amand) ; Paulette Boyer née Cyprès, 88 ans (Saint-Amand) ; Francis Mabire, 94 ans (Levet) ; Alexandre Peu, 78 ans (Saint-Amand) ; Alice Zajewska née Aubouet, 93 ans (Sancoins) ; Monique Couturier, 81 ans (Saint-Amand) ; Marguerite Le Louarne née Désiré, 99 ans (Châteauneuf) ; Colette Randi née Filipiak, 76 ans (Saint-Amand) ; Micheline Drot, 93 ans (Saint-Amand) ; Jacqueline Pierrès née Poupas, 80 ans (Saint-Amand) ; Roger Truyens, 90 ans (La Chapelle-Hugon) ; Raymond Darras, 81 ans (Saint-Amand) ; André Valin, 86 ans (Orval) ; Barbara Berby née Techmanska, 73 ans (Épineuil-le-Fleuriel) ; Maurice Benon, 79 ans (Arcomps) ; Dominique Gery née Guillaneuf, 59 ans (Saint-Baudel) ; Patrice Moulin, 72 ans (Sancoins) ; Mauricette Bordeloup née Marcadier, 84 ans (Ainay-le-Château) ; Eugène Toloton, 97 ans (Saint-Amand) ; Étienne Soucat, 61 ans (Saint-Amand) ; Christiane Mermet née Regad, 89 ans (Septmoncel) ; Claudine Léger née Daniel, 81 ans (Lignières) ; Gilles Michelet, 70 ans (Saint-Amand) ; Serge Fermier, 58 ans (Saint-Amand) ; Guy Rougeron, 74 ans (Saint-Amand) ; Denise Papin née Moratille, 74 ans (Saint-Amand) ; Michel Mignant, 82 ans (Orval) ; Claudine Maizeret, 73 ans (Saint-Pierre-les-Bois) ; Germaine Phelouzat née Canon, 96 ans (Saint-Amand) ; Marcelle Leroux née Michout, 94 ans (Saint-Amand) ; Jules Andriau, 93 ans (Saint-Amand).

PLANÈTE

● NIGER

Seize soldats ont été tués lors d'une attaque menée mardi 24 août par le groupe djihadiste Boko Haram à Baroua, une localité du sud-est du Niger proche du Nigeria, a annoncé mercredi le ministre nigérien de la Défense, Alkassoum Indatou.

● ITALIE

Une pétition en faveur de la légalisation de l'euthanasie en Italie a recueilli plus de 750 000 signatures, dépassant ainsi largement le seuil requis pour l'organisation d'un référendum.

● UKRAÏNE

Des fosses communes contenant les dépouilles de milliers de personnes massacrées dans les années 1930 lors de purges staliniennes, un des plus vastes sites de ce type en Ukraine, ont été découvertes à Odessa, ont indiqué mercredi les autorités.

● ESPAGNE

Onze migrants ont disparu au large de l'archipel espagnol des Canaries, d'après les témoignages d'autres migrants présents dans la même embarcation, ont annoncé les gardes-côtes espagnols ce mercredi. Trois cadavres de femmes ont été localisés quelques heures plus tard dans la même zone, à l'est de l'île de Lanzarote.

# Le spectre d'une grave crise humanitaire à Kaboul

## AFGHANISTAN

Les organisations d'aide présentes sur place craignent une terrible famine.

C'est une course contre-la-montre qui se joue à Kaboul. Anticipant le retrait des troupes américaines le 31 août (lire ci-contre), les pays occidentaux effectuent un maximum d'évacuations depuis l'aéroport. Mercredi, plus de 300 Afghans sont arrivés à Paris. 70 000 personnes ont déjà pu quitter la capitale afghane.

Au-delà de ces évacuations par voie aérienne, un diplomate d'un pays membre de l'Otan présent à Kaboul a estimé auprès de nos confrères de France 24 que les pays frontaliers de l'Afghanistan devraient ouvrir leurs frontières terrestres afin de permettre à davantage de gens de fuir le pays.

### Vaccination à l'arrêt

Selon ce diplomate, qui a requis l'anonymat, plusieurs institutions humanitaires internationales désespèrent de pouvoir mettre en sécurité leurs personnels afghans dans les pays voisins. Sur le terrain, les organisations humanitaires internationales



Un exode massif a commencé sur les routes afghanes pour fuir le régime des Talibans.

MAXPPP

alertent sur les risques croissants de famine et de persécutions pour les personnes qui ne seront pas parvenues à quitter le pays.

« C'est une véritable tempête qui couve du fait des conséquences combinées de plusieurs années de sécheresse, du conflit et de la dégradation de la situation économique, aggravées par l'épidémie de Covid-19 », a déclaré à Reuters, à Doha, le directeur exécutif du

Programme alimentaire mondial (Pam), David Beasley. Selon lui, près de 14 millions de personnes sont désormais menacées par la famine, sur une population afghane totale estimée à 36 millions de personnes. La Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme, Michelle Bachelet, a déclaré avoir reçu des informations crédibles sur de graves violations des droits humains de la part des Talibans, notamment

des exécutions sommaires de civils afghans et de membres des forces de sécurité afghanes ayant rendu les armes. Les Talibans ont assuré qu'ils enquêteraient sur tous les signalements d'exactions.

L'Unicef, le fonds des Nations unies pour l'enfance, s'est pour sa part inquiété de la situation sanitaire liée à l'épidémie de coronavirus avec des vaccinations contre le Covid-19 qui ont chuté de 80 %.

## Plus que quelques jours pour évacuer

Les pays occidentaux s'empressent d'effectuer un maximum d'évacuations depuis l'aéroport de Kaboul, à moins d'une semaine de la date butoir pour la fin du retrait des troupes américaines et internationales d'Afghanistan, fixée au 31 août. La France pourrait interrompre les évacuations « avant la fin de la semaine », a annoncé sur CNews, le secrétaire d'Etat français chargé des Affaires européennes, Clément Beaune. Les Américains, qui contrôlent l'aéroport, « ont confirmé cette date du 31 août [...] et donc pour des conditions pratiques de sécurité évidemment nous ne pourrions pas continuer les opérations au-delà du 31 août », a-t-il expliqué. « Nous nous mettons donc en situation d'arrêter les opérations à Kaboul avant la fin de la semaine pour que les dernières évacuations puissent avoir lieu via Abou Dhabi jusqu'à Paris », a-t-il ajouté.

# « J'ai réalisé que les gens souffrent du fait que tout est réglementé »

## CASPARD KOENIG

Pour le philosophe, la France doit s'atteler à simplifier sa législation et l'excès de normes.

**Vous vous lancez dans un combat contre l'excès de normes et de règlements qui paralysent selon vous le pays. Pourquoi ?**

J'ai traversé la France à cheval l'année dernière, dormant chaque soir chez l'habitant. Et le sujet qui est revenu systématiquement dans les conversations, c'est que chacun avait un problème avec une institution, une administration ou un règlement, qui l'empêchait littéralement de dormir. J'ai réalisé que les gens souffrent du fait que tout est réglementé. Or, l'homme est ainsi fait qu'il ne peut pas tolérer l'existence d'une règle qu'il trouve absurde ou injuste.

**En quoi les gens ont-ils le sentiment que les règles sont devenues absurdes ?**

Lorsque vous voulez repêcher vos volets et que l'architecte des bâtiments de France vous interdit l'usage de telle ou telle couleur parce qu'il y a une église classée à proximité, le sentiment qui s'empare de vous est que chaque acte de votre vie, si anodin soit-il, est régi par une règle, un texte, une loi. L'entrepreneur en bâtiment à qui on impose une distance entre le mur et l'échafaudage vous ex-

plique que, parfois, les murs ne sont pas droits et que cette règle en devient tout bonnement inapplicable... Ces petites choses, mises bout à bout, rendent les gens fous.

**Le Conseil d'État recense 84 619 lois et 233 048 articles réglementaires. Comment en sommes-nous arrivés là ?**

L'inflation normative qui nous accable est telle que, désormais, la question n'est plus de savoir si la loi est juste mais si elle ne devient pas un facteur d'injustice. Si vous êtes une grande fortune et que vous bénéficiez des conseils de bons avocats spécialisés, la France est quasiment un paradis fiscal : il y a tellement de stratagèmes pour échapper à l'impôt que les très riches vont s'en sortir. Inversement, dans l'univers des minima sociaux, qui sont encadrés par 120 000 textes de loi, un tiers des bénéficiaires potentiels de ces aides ne les touchent pas parce que la complexité administrative les dissuade, les décourage ou que leur démarche n'aboutit pas.

**Que proposez-vous de faire avec la plateforme Simple ?**



Caspard Koenig animera une réunion publique ce vendredi à Nîmes. DR

Je vais un peu partout animer des réunions afin de recueillir le récit des histoires absurdes auxquelles les gens sont confrontés.

Ces histoires, ainsi que celles qui sont récupérées via la plateforme, sont ensuite analysées par un groupe de juristes qui a pour mission, d'ici au mois d'octobre, de formuler des propositions, aussi radicales que possible, afin de simplifier notre environnement législatif et réglementaire. Derrière cette démarche, il y a l'idée de créer un mouvement citoyen, afin d'être en mesure de peser sur le politique.

**Mais la simplification peut-elle être un programme**

### politique à elle seule ?

Si pendant cinq ans on s'attelait à enlever des textes et des règlements plutôt que d'en créer encore de nouveaux, on obtiendrait des résultats. Pompidou disait déjà, en 1966, « Arrêtez donc d'emmerder les Français ! Il y a trop de lois, trop de textes, trop de règlements ! On en crève ! Laissez-les vivre un peu et vous verrez que tout ira mieux ! » Il n'a malheureusement pas pu le faire, mais le constat est toujours juste.

**Recueillis par S. Ribot / ALP**

> Vendredi 27 août à 18 h, Caspard Koenig animera une réunion publique au bar Les Enfants de Nîmes, 20, rue Fresquet à Nîmes.



## Le bébé nu sur l'album de Nirvana porte plainte

**ÉTATS-UNIS** L'homme qui est apparu nu lorsqu'il était bébé sur la célèbre pochette de l'album *Nevermind* de Nirvana en 1991 (capture d'écran YouTube) a porté plainte devant un tribunal fédéral de Californie contre les membres survivants du groupe, en affirmant que cette photographie constituait un cas d'exploitation sexuelle d'enfants. Spencer Elden dit qu'il va souffrir toute sa vie en raison de cette image qui le montre, bébé, nageant tout nu vers un billet d'un dollar accroché à un hameçon. *Nevermind* est l'un des albums les plus vendus de tous les temps, avec plus de 30 millions d'exemplaires écoulés dans le monde. Spencer Elden, aujourd'hui âgé de 30 ans, demande 150 000 dollars d'indemnités à chacun des sept accusés.

## Soldats tués près de l'ambassade de France

**TANZANIE** Trois soldats tanzaniens et un garde privé ont été tués ce mercredi après-midi près de l'ambassade de France en Tanzanie, située dans la ville de Dar es Salaam. L'assaillant a été abattu. Six autres personnes ont été blessées dans ces échanges de tirs, a précisé le chef des opérations de police. L'attaque, pas revendiquée à cette heure, s'est produite à côté de l'ambassade de France mais le quartier accueille plusieurs délégations étrangères, comme le Japon, le Kenya et la Russie. L'identification de l'assaillant est en cours. Ce dernier viendrait de Somalie. Ses motivations restent inconnues à ce stade.

# « Simplifier nos vies doit être une priorité nationale »



Le philosophe Gaspard Koenig accomplit un tour de France pour dénoncer l'absurdité de l'excès de normes. Son objectif : mettre la simplification au cœur du débat présidentiel.



Gaspard Koenig, philosophe, écrivain et essayiste a lancé en mai 2021 le mouvement citoyen « Vie plus simple » en faveur de la simplification des rapports entre les citoyens et l'administration française.

PHOTO : DAVID ADEMAR, OUEST-FRANCE

## Le Covid-19 vous a privé de votre liberté de voyager. Comment avez-vous vécu cette privation ?

La pandémie et le Brexit ont fait réapparaître les frontières, avec à chaque fois, un nouveau document à présenter, un contrôle supplémentaire, des contraintes aberrantes imposées sous des prétextes sanitaires qui ne tiennent pas la rampe. Ces murs qu'on a remis partout ne sont pas près d'être défaits. L'enfermement, dont j'ai profité pour écrire, a changé ma vie. Il m'a poussé à quitter Londres, fin juin, pour m'établir en France.

## Que retenir des confinements ?

Les gouvernements ont révélé leurs pires côtés. Ils se sont montrés incapables d'anticiper, d'élaborer des plans sérieux en cas d'apparition d'un virus. Ils sont retombés sur leurs pieds en multipliant les contrôles envahissants. Au XVI<sup>e</sup> siècle, Montaigne appelait à ne surtout pas laisser les médecins gouverner. Il est normal qu'ils veuillent sauver des vies. Le politique doit-il pour autant vouloir les sauver toutes ? La réponse est non. Sinon, il interdirait la voiture. Montaigne a traversé la France à cheval, alors que la peste sévissait. La mort était du voyage. Cette part de risque qu'il acceptait fait figure de leçon à notre époque.

## Après avoir cheminé à cheval, vous entamez un tour de France...

L'été dernier, lors de mon voyage à cheval à travers la France, un seul sujet alimentait la conversation chez mes hôtes : l'excès de normes. Un thème aussi vieux que la France, dont parlaient déjà les philosophes Montaigne et Alexis de Tocqueville. Qu'ils soient bouchers, artisans, agriculteurs, notaires... Tous racontent la même histoire absurde. Celle de gens honnêtes qui veulent faire leur boulot, mais qui se trouvent écrasés par une réglementation qu'ils ne peuvent appliquer. Cette surcharge rend fou. Simplifier nos vies doit être une priorité nationale. Simplifier les relations entre le citoyen et l'administration doit être le sujet majeur des programmes des candidats à la présidentielle et du prochain quinquennat.

## Les présidents français ont souvent fait campagne contre l'excès de normes...

Pompidou appelait à « cesser d'emmerder les Français », Giscard à

« refouler la marée blanche de la paperasse... ». On dénombre pourtant 84 619 articles législatifs et 233 048 articles réglementaires. Chaque député ajoute une couche. Nul n'est censé ignorer la loi, mais en réalité personne ne peut la connaître. Seuls ceux qui peuvent se payer des avocats ou des conseillers s'en sortent. Au bout de la chaîne, les plus faibles se prennent tout en pleine figure. Ce système quasi aristocratique viole le principe même d'égalité et crée de l'injustice sociale. La loi libère, la liberté opprime et sans loi, le pouvoir est arbitraire. D'accord ! Mais l'excès de loi réintroduit de l'arbitraire.

« Le vrai sujet, ce n'est pas de faire plus, mais moins »

## À quoi serviront ces témoignages ?

L'objectif est de constituer un mouvement populaire, construit et structuré, une division de militants afin de rappeler aux dirigeants qu'ils doivent faire simple... et moins. Nous avons constitué un groupe de juristes qui formulera des propositions. Nous les remettrons en octobre afin qu'elles nourrissent le débat présidentiel. Entre la volonté de prévenir le risque, vouloir tout anticiper et la liberté, il y a un équilibre à trouver. Le vrai sujet, ce n'est pas de faire plus,

mais moins. Et plus simple...

## Faute de quoi, c'est la révolte ?

La première chose que les Gilets jaunes ont créée, en s'appropriant l'espace public, ce sont des cafés, au milieu des ronds-points occupés. Les bistros disparaissent, de 600 000 en 1960, on est passé à 30 000. Aujourd'hui, il faut être un héros pour ouvrir un café tellement il existe de règlements, de charges... La norme s'impose de manière verticale, et quand elle tombe sur le terrain, elle tombe mal.

## Est-il possible de faire machine arrière ? N'est-ce pas utopique ou risqué ?

On l'a fait sous Napoléon, quand les grands codes ont été adoptés. Le droit ne peut anticiper toutes les situations. Cette part de risque est normale dans une société libre qui doit faire confiance à l'individu. Ce dernier sera ravi d'être responsabilisé. La simplici-

té doit devenir la matrice des politiques publiques. Accorder plus de liberté aux collectivités serait un moyen de produire la norme par le bas.

## Qu'en est-il de la sphère privée, des entreprises du numérique ?

Elles se comportent comme des administrations, avec des formulaires à remplir de plus en plus intrusifs. Je plaide pour la création d'un droit de propriété des données personnelles. Des biens dont abusent les grandes entreprises du numérique à qui on fait gagner de l'argent. Le droit de propriété n'interdit pas le don, la mise à disposition gratuite. Mais pour donner, encore faut-il posséder. Aujourd'hui c'est du siphonnage, de l'extorsion.

## Comment garder la maîtrise des données ?

Avec l'aide d'un portefeuille intelligent, auquel toutes nos données

seraient attachées, afin de ne pas les laisser dans la nature. Ce « wallet » individuel rassemblerait les conditions contractuelles que nous souhaitons leur conférer. Les plateformes voulant les utiliser devraient s'y connecter en respectant les termes précisés.

## Que vous inspirent les nouvelles mesures pour limiter la propagation du Covid-19 ?

Je suis éfarré et indigné par l'extension du pass sanitaire, qui nous fait rentrer dans une société de contrôle dystopique où il faudra justifier de son identité pour prendre un café. À partir du moment où toute la population a accès au vaccin, et où donc chacun est en mesure de se protéger s'il le souhaite, la prise de risque sanitaire doit relever de la responsabilité individuelle. C'est évidemment une mesure qui, sur le terrain, ne sera pas ou mal appliquée. Encore une folie numérique-bureaucratique qui affaiblit davantage le respect de la loi et fait perdre toute crédibilité au pouvoir.

« Un revenu universel apporterait de la transparence »

## L'intelligence artificielle menace-t-elle nos libertés ?

Pendant la campagne des régionales, la présidente réélue d'Île-de-France, Valérie Pécresse, s'est, comme d'autres candidats, déclarée favorable à la mise place de la reconnaissance faciale dans les transports en commun. Il s'agirait d'une dérive à la chinoise insupportable. Tout usager se verrait reconstruit par l'appareil. Ce serait la norme absolue, un monde de surveillance dans lequel il faut souhaiter ne surtout pas vivre.

## Quel exemple de bonne réforme citeriez-vous ?

Le revenu universel, le Liber, permettrait de simplifier le système des minima sociaux et la fiscalité avec une taxe unique, la même pour tous, que nous appellerions la Libertax. Un tiers de bénéficiaires du RSA ne réclament pas leur droit, selon le dernier rapport du Secours catholique. Une telle mesure apporterait de la transparence, de l'égalité, chacun ayant la certitude d'être traité de la même manière.

Recueilli par  
Alan LE BLOA.

## Gaspard Koenig en quelques dates

**1982**  
Naissance à Neuilly-sur-Seine. Sa mère Anne-Marie est journaliste pigiste, son père, Jean-Louis Hue a exercé au *Magazine littéraire* dont il est devenu rédacteur en chef en 2004.

**2004**  
Il obtient l'agrégation de philosophie, après avoir été reçu major à l'École normale supérieure de Lyon en 2002. La même année, il publie son premier roman, *Octave avait vingt ans*, chez Grasset.

**Juin 2012**  
S'engage en politique et fait campagne aux législatives dans la 3<sup>e</sup> circonscription des Français de l'Étranger (Europe-Nord) sous l'étiquette du Parti libéral démocrate. Il termine 6<sup>e</sup> avec 4,40 % des suffrages. Fondé en 2008 par Aurélien Véron, le PLD avait appelé à voter François Bayrou au premier tour de la présidentielle.

**2013**  
Création du cercle de réflexion GénérationLibre, visant à promouvoir les libertés. Parmi ses combats : instaurer un revenu universel et donner plus de pouvoir aux communes.



PHOTO : DAVID ADEMAR, OUEST-FRANCE

**2019**  
Publication de *La Fin de l'individu (Voyage d'un philosophe au pays de l'intelligence artificielle)*, aux éditions de l'Observatoire. L'ouvrage vient clore un tour du monde.

**2021**  
Lance la plateforme numérique Simple, publication en septembre de *Notre vagabonde liberté, sur les traces de Montaigne*, (L'Observatoire) tiré d'un voyage à cheval accompli de juin à novembre 2020 de Bordeaux à Rome.

## Les conditions de l'entretien

L'entretien se déroule le 5 juillet à la rédaction d'Ouest-France de Laval, en Mayenne, où Gaspard Koenig lance son tour de France de la simplification.

Au programme : porte à porte, ren-

contre avec des représentants du bâtiment, débat avec des étudiants de la faculté de droit. Le lendemain, il participe aux premières sessions E-Thique, organisées par *Ouest-France* et Laval Virtual.

## « Traverser la France à cheval, comme Montaigne, m'a changé »

### Montaigne vous a inspiré votre dernier voyage, à cheval. Pourquoi ?

Après un voyage consacré à l'intelligence artificielle, à la rapidité, j'ai voulu déconnecter, couper. J'avais envie d'un voyage européen, j'ai donc choisi de suivre les traces de Michel de Montaigne qui, en 1580, a quitté Bordeaux pour rencontrer le maximum de personnes en sillonnant l'Europe à travers la France, la Suisse et l'Italie pour parvenir à Rome.

### Quelle leçon tirer de la philosophie, justement ?

Au Moyen Âge, Guillaume d'Ockham, théologien, a laissé à la postérité le principe du rasoir. Un concept doit être épuré jusqu'à atteindre la signification parfaite. On peut parler très simplement pour dire des choses profondes. Cela demande juste plus d'efforts.

### Le terrain, c'est le moteur de vos réflexions ?

C'est la clé de tout. Voyager à travers la France à cheval m'a fait changer. Je suis allé au contact, les yeux dans les yeux, en porte à porte. Je me sens moins fermé, plus enclin à douter.

### Ce voyage à cheval vers Rome, sur les traces de Montaigne, c'est une expérience de liberté ?

J'ai la chance d'avoir pu l'accomplir de juin à novembre 2020, entre les deux confinements, avec *Destinada*. Une jument grise pure race espagnole âgée de 6 ans. Quand on voyage à cheval, rien n'est réglé. Pas de permis, pas d'assurance. En chemin, il



« Il est connu qu'on pense bien quand on marche », affirme Gaspard Koenig qui a sillonné l'Europe à cheval.

PHOTO : DAVID ADEMAR, OUEST-FRANCE

n'existe aucune obligation. On est libre de mettre un casque ou pas. On prend ses responsabilités. Si ça tourne mal, vous ne pouvez vous en prendre qu'à vous-même. Dans notre monde extrêmement normé, ça a été une expérience de liberté très intense.

### Voyager à cheval, c'est apprendre à prendre le temps ?

Montaigne disait : « Mes pensées dorment si je les assois ». Il est connu qu'on pense bien quand on marche. On rêve. Chaque journée donne matière à réflexion. J'ai souhaité aller en profondeur, en prenant le temps de rencontrer les gens, de faire face à l'aléa. L'imprévu fait partie du voyage. Bifurquer, ne pas savoir où s'arrêter,

c'est un luxe que nous permet la modernité. D'ailleurs, j'ai voyagé plus lentement que Montaigne. Lui changeait de cheval tous les jours...

### Ce temps de voyage a facilité vos échanges ?

Ce véhicule étrange qu'est le cheval vous met en rapport direct, sur un pied d'égalité avec les gens que vous croisez. J'ai vécu des moments fantastiques d'hospitalité, de solidarité. Le trajet vous expose au danger. Pas le même qu'à l'époque de Montaigne, qui s'exposait à la peste, aux brigands. Mais cela montre qu'on a besoin des autres.

### Que vous apporte la randonnée ?

Beaucoup de gens randonnent, à

pied, à cheval, à dos d'âne. La marche permet de voyager très loin. Et d'explorer le moindre repli d'un paysage. C'est plus exotique que d'aller en Thaïlande, en Sicile et ailleurs... Quand Jacques Lacarrière écrit *Chemin faisant*, en 1977, on l'a pris pour un fou. Aujourd'hui, c'est presque banal.

### Que retenir-vous de cette expérience avec l'animal ?

J'ai beaucoup appris au sein de l'écurie de La Pommeraye, dans le Calvados, au côté d'Antoine et Alice Castillon avec qui j'ai préparé le voyage. Montaigne en parle beaucoup. Il est inutile de projeter ses sentiments sur l'animal. Tout cela ne veut rien dire. Il faut rester dans le trait transactionnel, je fournis le foin, la sécurité, la jument, le transport. Après, on peut laisser la relation se nouer. Ou pas. C'est toujours fragile, délicat. Du jour au lendemain, tout peut s'effondrer.

### Vous plaidez en revanche pour accorder des droits aux animaux...

Reconnaître aux animaux le droit de ne pas souffrir nous emmène très loin. Chasse à courre, élevage intensif, animaux domestiques qui tournent en rond dans des appartements... Nous sommes loin du but qui est aussi nécessaire que l'abolition de l'esclavage au XIX<sup>e</sup> siècle. Faut-il interdire l'élevage intensif ? Comment compenser les éleveurs, les propriétaires ? On se pose les mêmes questions qu'à l'époque.

Recueilli par  
A. L. B.

## Repéré pour vous

### Il débute son Tour de France de la simplification



*Gaspard Koenig, philosophe, essayiste et romancier, entame en Mayenne un porte à porte pour recueillir la parole de Français.*

| PHOTO : DAVID ADEMAS / OUEST-FRANCE

Un autre Tour de France est de passage à Laval depuis hier, celui de la « simplification », de Gaspard Koenig. La ville est le point de départ inaugural de sa tournée.

Le philosophe et romancier souhaite collecter des témoignages de citoyens pour sa plateforme « Vie plus simple ». Avec une orientation précise : des doléances concernant la bureaucratie et l'État. « **Le nombre croissant de normes et de contraintes (publiques comme privées) entrave la vie des Français** », peut-on lire sur le site.

Première étape : du porte à porte

dans les rues lavalloises, en partant de la gare jusqu'au campus de la faculté de droit, où une rencontre d'échanges est programmée. Il s'entretenait en soirée le sénateur de la Mayenne, Guillaume Chevrollier (LR).

L'intellectuel entend réaliser une restitution en octobre pour alimenter le débat d'idées des présidentielles 2022. Il reste à Laval jusqu'à ce mardi pour assister aux assises Éthique et technologies du futur à l'Espace Mayenne, lors desquelles il animera un témoignage portant sur « l'immortalité technologique » à 14 h.

**ADMINISTRATION** ■ À l'origine d'un tour de France de la simplification, Gaspard Koenig a fait étape, hier, à Orléans

# La confiance dans l'individu a disparu

Le philosophe traverse toute la France durant l'été, afin de collecter des témoignages sur les relations conflictuelles entre les citoyens et l'administration.

**Philippe Renaud**

[philippe.renaud@centrefrance.com](mailto:philippe.renaud@centrefrance.com)

« L'administration invente des formules et on se débrouille pour les remplir. Le dialogue n'existe pas ». Ce constat navrant, livré jeudi après-midi par un expert-comptable loirétain, résume le désarroi qui envahit de nombreux citoyens, mais aussi des chefs d'entreprise, face à une administration qui multiplie à l'envi les chausse-trappes.

« Qui est capable aujourd'hui de comprendre son bulletin de paye ? », interroge le même expert. Face à lui, Gaspard Koenig, philosophe et écrivain, écoute attentivement et prend des notes.

## Une administration pointilleuse

Le matin même, il est allé à la rencontre de plusieurs agriculteurs du Loiret. Et cet après-midi, dans les locaux fleurysois de la



**COMBAT.** Gaspard Koenig, entouré des députées Caroline Janvier (à gauche) et Valérie Petit qui soutiennent son action en faveur de la simplification administrative. PHOTO PH. R.

chambre de commerce et d'industrie du Loiret, il a réuni un comptable, un membre de la fédération des artisans, un responsable d'une association œuvrant dans le domaine du handicap et une représentante de la formation professionnelle.

Ces rencontres s'inscrivent dans le cadre du tour de France de la simplification que Gaspard Koenig a entrepris trois jours plus tôt et qui le conduira, jusqu'à la fin du mois de septembre, à visiter une bonne douzaine de régions. Le but de cette escapade

estivale ? Collecter des témoignages sur les relations conflictuelles qui se sont instaurées entre une administration pointilleuse à l'excès et des citoyens désemparés. « Plus que simplifier la norme, il s'agit d'utiliser l'expérience des Français pour changer le paradigme culturel et ad-

ministratif de la norme », suggère le philosophe.

## « Des gens en détresse »

Une expérience que les députées LREM, l'Orléanaise Caroline Janvier et Valérie Petit, élue du Nord, soutiennent avec force. « Il convient d'équiper le citoyen de nouveaux droits pour rétablir un équilibre et obtenir de l'administration une certaine bienveillance », estime la députée du Loiret.

« Je reçois à ma permanence des gens en détresse et désarmés du fait de relations douloureuses avec l'administration. Cette angoisse est un sujet majeur pour les Français », complète sa collègue du Nord, qui plaide pour la reconnaissance d'un burn-out administratif.

## La confiance en question

« Le problème, observe Gaspard Koenig, c'est que le pouvoir ne fait plus confiance à l'individu. Or, pour que la norme reste au niveau qui est le sien, c'est-à-dire compréhensible et générale, cette confiance est indispensable. Sinon, cela introduit de

l'arbitraire et des injustices, puisque l'on est entre les mains de celui qui connaît le système ».

« Beaucoup de gens n'ont pas accès au RSA parce que c'est trop compliqué », constate encore le philosophe, qui a trouvé matière, dans la gestion de la crise sanitaire, à alimenter son propos alarmiste.

« Les attestations de sortie, détaillées à l'extrême, constituent l'illustration d'une usine à gaz créée ex nihilo. Résultat, la police et l'administration deviennent l'ennemi. C'est extrêmement nocif pour l'état de droit », juge Gaspard Koenig. De son point de vue, il ne faut pas chercher plus loin l'origine du mouvement des gilets jaunes et le taux d'abstention record observé aux récentes élections.

En octobre, une synthèse des réflexions collectées sera établie. Elle s'ajoutera aux milliers de témoignages déposés sur l'application [vieplusimple.fr](http://vieplusimple.fr) créée par Gaspard Koenig. Avec une seule et même ambition : convaincre les politiciens de procéder à une réforme ambitieuse de la simplification administrative. Vaste programme. ■

# Il s'agit l'actu

**GASPARD KOENIG**

## « En France, on ne fait pas confiance à l'individu »

Championne de la réglementation et de la production de lois, la France doit s'atteler d'urgence à simplifier son organisation, estime le philosophe, qui lance « Simple », un mouvement destiné à lutter contre l'excès de normes, de lois et de règlements qui finissent par paralyser toute initiative.

Propos recueillis  
par Samuel Ribot/ALP

**Vous vous lancez dans un combat contre l'excès de normes et de règlements qui paralysent selon vous le pays. Pourquoi ?**

J'ai traversé la France à cheval l'année dernière, dormant chaque soir chez l'habitant. Et le sujet qui est revenu systématiquement dans les conversations, c'est que chacun avait un problème avec une institution, une administration ou un règlement, qui l'empêchait littéralement de dormir. J'ai réalisé que les gens souffraient du fait que tout est de plus en plus réglementé. Or, l'homme est ainsi fait qu'il ne peut pas tolérer l'existence d'une règle qu'il trouve absurde ou injuste.

**En quoi les gens ont-ils le sentiment que les règles sont devenues absurdes ?**

Lorsque vous voulez repeindre vos volets et que l'architecte des Bâtiments de France vous interdit l'usage de telle ou telle couleur parce qu'il y a une église classée à proximité, le sentiment qui s'empare de vous est que chaque acte de votre vie, si anodin soit-il, est régi par une règle, un texte, une loi. Quand de petits viticulteurs se retrouvent confrontés aux exigences sanitaires exorbitantes imposées pour loger les vendangeurs un mois dans l'année, ils se sentent entravés. C'est aussi le cas de l'entrepreneur en bâtiment à qui on impose une distance entre le mur et l'échafaudage et qui vous explique que, parfois, les murs ne sont pas droits et que cette règle en devient tout bonnement inapplicable... Ce sont des « petites choses » qui, mises bout à bout, rendent les gens fous. La loi, souvent édictée pour de bonnes raisons, va aujourd'hui tellement dans le détail qu'elle en devient inapplicable.

**Le Conseil d'État recense aujourd'hui 84 619 articles législatifs et 233 048 articles réglementaires. Comment en sommes-nous arrivés là ?**

C'est révélateur : le Conseil d'État, gardien de la « propreté du droit »,

dénonce régulièrement l'inflation normative qui nous accable. À tel point que, désormais, la question n'est plus de savoir si la loi est juste mais si elle ne devient pas au contraire un facteur d'injustice.

Aujourd'hui, si vous êtes une grande fortune et que vous bénéficiez des conseils de bons avocats spécialisés, la France est quasiment un paradis fiscal : il y a tellement de stratagèmes pour échapper à l'impôt que les très riches vont s'en sortir. Inversement, dans l'univers des minima sociaux, qui sont encadrés par des milliers de textes de loi, un tiers des bénéficiaires potentiels de ces aides ne les touchent pas parce que la complexité administrative les dissuade, les décourage ou que leur démarche n'aboutit pas. La question de la norme est donc profondément une question de justice sociale.

**Chaque gouvernement s'essaie pourtant à une loi de simplification. Qu'advient-il de ces initiatives ?**

Le flux normatif étant hors de contrôle, il y a toujours plus de textes qui nous arrivent que de lois et règlements supprimés ou simplifiés. En fait, nous sommes plongés dans un paradigme administratif : en France, on ne fait pas confiance à l'individu et on essaie donc au maximum de l'encadrer dans tout ce qu'il peut faire. On a vu cette obsession administrative à l'œuvre pendant le confinement, dont je ne conteste pas la pertinence mais à l'occasion duquel on a voulu envisager tous les cas de figure : celui qui court, celui qui sort son chien, celui qui fait ses courses... On ne peut pas légiférer de la sorte, c'est impossible ! Tant qu'on ne fera pas confiance au citoyen, on continuera d'encadrer ses possibilités d'action jusqu'à l'absurde. Or, une société ne peut pas vivre sans une part de risque, et nous devons l'accepter.

**Quelle peut être la réaction des individus face à cette perte de liberté ?**

Ils se retrouvent aux prises avec ce que le sociologue allemand Max Weber nommait il y a plus d'un siècle « la cage d'acier ». Nous vivons



Gaspard Koenig, professeur de philosophie, est l'auteur de nombreux essais et romans, et président du think-tank Génération Libre. Photo Hannah Assouline

dans une société où aucune de nos actions ne peut être spontanée, aucune transaction ne peut être simple. Lorsque je suis revenu de mon voyage à cheval, tout cela m'a sauté aux yeux : pendant des mois, j'ai vécu sans montrer de papier d'identité, de certificat d'assurance, sans rentrer de code secret pour accéder à tel ou tel serveur, en échangeant des services avec les gens sans jamais avoir recours à un tiers médiateur.

**On parle beaucoup de l'administration, mais le privé n'échappe pas à ce mouvement de complexification...**

La complexification touche toutes les grosses structures. Qu'il s'agisse d'une banque, d'une compagnie d'assurance ou d'un opérateur télécom, on a tous le souvenir d'avoir été baladé d'un interlocuteur à l'autre, d'un service à l'autre, d'une plateforme à l'autre, avec à chaque fois des gens qui sont engoncés dans des procédures et qui sont dans l'incapacité de prendre leurs responsabilités. Résultat : nous passons notre temps à essayer de rentrer dans le système, à cocher les cases. Et on se dit « mais comment l'humanité a-t-elle pu en arriver à créer un système aussi insensé ? ». Un système que personne ne comprend réellement et que pas un humain n'approuverait si on devait le redessiner de A à Z aujourd'hui.

**Que proposez-vous de faire avec la plateforme « Simple » (1) ?**

Je vais aller un peu partout organiser

des réunions (2), où je ferai office d'écrivain public afin de recueillir le récit des histoires absurdes dans lesquelles les gens sont plongés en raison d'une règle illégitime ou aberrante. Ces histoires, ainsi que celles qui seront récupérées via la plateforme Internet, vont ensuite être lues et analysées par un groupe de juristes qui aura pour mission, d'ici au mois d'octobre, de formuler un certain nombre de propositions, aussi radicales que possible, afin de simplifier notre environnement législatif et réglementaire. Derrière cette démarche, il y a l'idée de créer un vrai mouvement citoyen, afin d'être en mesure de peser sur le politique à l'approche de l'élection présidentielle.

**Mais la simplification peut-elle être un programme politique à elle seule ?**

Cela n'a en tout cas jamais été un objectif réel de nos gouvernants. Or, si pendant cinq ans on s'attelait à enlever des textes et des règlements plutôt que d'en créer encore de nouveaux, on obtiendrait des résultats. Pompidou disait déjà, en 1966 « Arrêtez donc d'emmerder les Français ! Il y a trop de lois, trop de textes, trop de règlements ! On en crève ! Laissez-les vivre un peu et vous verrez que tout ira mieux ! Foutez-leur la paix ! Il faut libérer ce pays ! » Il n'a malheureusement pas pu le faire, mais le constat est toujours juste.

1. Pour en savoir plus ou laisser votre contribution : [www.vieplusimple.fr](http://www.vieplusimple.fr)

2. Gaspard Koenig sera à Brest le 15 juillet, au bar le QG.

## ENTRETIEN GASPARD KOENIG

## "En France, on ne fait pas confiance à l'individu"

Championne de la réglementation et de la production de lois, la France doit s'atteler d'urgence à simplifier son organisation, estime le philosophe, qui lance « Simple », un mouvement destiné à lutter contre l'excès de lois qui finit, selon lui, par paralyser toute initiative.

## BIO EXPRESS

- **Gaspard Koenig** est né le 3 décembre 1982 à Neuilly-sur-Seine.
- **Enfant** de parents journalistes et écrivains, il a enseigné la philosophie, travaillé au cabinet de Christine Lagarde, alors ministre de l'Économie, ainsi qu'à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.
- **Essayiste**, philosophe et romancier, il fonde en 2013 le think tank GenerationLibre, puis lance en mai 2021 le mouvement « Simple ».

Propos recueillis par SAMUEL RIBOT

**Vous vous lancez dans un combat contre l'excès de normes et de règlements qui paralysent selon vous le pays. Pourquoi ?**

J'ai traversé la France à cheval l'année dernière, dormant chaque soir chez l'habitant. Et le sujet qui est revenu systématiquement dans les conversations, c'est que chacun avait un problème avec une institution, une administration ou un règlement, qui l'empêchait littéralement de dormir. J'ai réalisé que les gens souffraient du fait que tout est de plus en plus réglementé. Or, l'homme est ainsi fait qu'il ne peut pas tolérer l'existence d'une règle qu'il trouve absurde ou injuste.

**En quoi les gens ont-ils le sentiment que les règles sont devenues absurdes ?**

Lorsque vous voulez repeindre vos volets et que l'architecte des bâtiments de France vous interdit l'usage de telle ou telle couleur parce qu'il y a une église classée à proximité, le sentiment qui s'empare de vous est que chaque acte de votre vie, si anodin soit-il, est régi par une règle, un texte, une loi. Quand de petits viticulteurs se retrouvent confrontés aux exigences sanitaires exorbitantes imposées pour loger les vendangeurs un mois dans l'année, ils se sentent entravés. Ce sont des « petites choses » qui, mises bout à bout, rendent les gens fous. La loi, souvent édictée pour de bonnes raisons, va aujourd'hui tellement dans le détail qu'elle en devient inapplicable.

**Le Conseil d'État recense aujourd'hui 84 619 articles législatifs et 233 048 articles réglementaires. Comment en sommes-nous arrivés là ?** C'est révélateur : le Conseil d'État, gardien de la « propreté du droit », dénonce régulièrement l'inflation normative qui nous accable. À tel point que, désormais, la question



« On a tous le souvenir d'avoir été baladé d'un interlocuteur à l'autre, (...) avec à chaque fois des gens qui sont engoncés dans des procédures. » Hannah Assouline

n'est plus de savoir si la loi est juste mais si elle ne devient pas au contraire un facteur d'injustice. Aujourd'hui, si vous êtes une grande fortune et que vous bénéficiez des conseils de bons avocats spécialisés, la France est quasiment un paradis fiscal : il y a tellement de stratagèmes pour échapper à l'impôt que les très riches vont s'en sortir.

**"Pompidou disait déjà, en 1966 : Arrêtez donc d'emmerder les Français ! Il y a trop de lois, trop de textes, trop de règlements !"**

Inversement, dans l'univers des minima sociaux, qui sont encadrés par 120 000 textes de loi, un tiers des bénéficiaires potentiels de ces

aides ne les touchent pas parce que la complexité administrative les dissuade, les décourage ou que leur démarche n'aboutit pas. La question de la norme est donc profondément une question de justice sociale.

**Chaque gouvernement s'essaie pourtant à une loi de simplification. Qu'advient-il de ces initiatives ?**

Le flux normatif étant hors de contrôle, il y a toujours plus de textes qui nous arrivent que de lois et règlements supprimés ou simplifiés. En fait, nous sommes plongés dans un paradigme administratif : en France, on ne fait pas confiance à l'individu et on essaie donc au maximum de l'encadrer dans tout ce qu'il peut faire.

On a vu cette obsession administrative à l'œuvre pendant le confinement, dont je ne conteste pas la pertinence mais à l'occasion du-

quel on a voulu envisager tous les cas de figure : celui qui court, celui qui sort son chien, celui qui fait ses courses... On ne peut pas légiférer de la sorte, c'est impossible ! Tant qu'on ne fera pas confiance au citoyen, on continuera d'encadrer ses possibilités d'action jusqu'à l'absurde. Or, une société ne peut pas vivre sans une part de risque, et nous devons l'accepter.

**Quelle peut être la réaction des individus face à cette perte de liberté ?**

Ils se retrouvent aux prises avec ce que le sociologue allemand Max Weber nommait il y a plus d'un siècle « la cage d'acier ». Nous vivons dans une société où aucune de nos actions ne peut être spontanée, aucune transaction ne peut être simple. Lorsque je suis revenu de mon voyage à cheval, tout cela m'a sauté aux yeux : pendant des mois, j'ai vécu sans montrer de papier

d'identité, de certificat d'assurance, en échangeant des services avec les gens sans jamais avoir recours à un tiers médiateur.

**On parle beaucoup de l'administration, mais le privé n'échappe pas à ce mouvement de complexification.**

La complexification touche toutes les grosses structures. Qu'il s'agisse d'une banque, d'une compagnie d'assurances ou d'un opérateur télécom, on a tous le souvenir d'avoir été baladé d'un interlocuteur à l'autre, d'un service à l'autre, avec à chaque fois des gens qui sont engoncés dans des procédures et qui sont dans l'incapacité de prendre leurs responsabilités. Résultat : nous passons notre temps à essayer de rentrer dans le système. Et on se dit « mais comment l'humanité a-t-elle pu en arriver à créer un système aussi insensé ? ». Un système que personne ne comprend réellement et que pas un humain n'approuverait si on devait le redessiner de A à Z aujourd'hui.

**Que proposez-vous de faire avec la plateforme « Simple » ?**

Je vais aller un peu partout organiser des réunions, où je ferai office d'écrivain public afin de recueillir le récit des histoires absurdes auxquelles les gens sont confrontés à cause d'une règle qu'ils considèrent comme illégitime ou aberrante. Ces histoires, ainsi que celles qui seront récupérées via la plateforme, vont ensuite être lues et analysées par un groupe de juristes qui aura pour mission, d'ici au mois d'octobre, de formuler un certain nombre de propositions, aussi radicales que possible, afin de simplifier notre environnement législatif et réglementaire. Derrière cette démarche, il y a l'idée de créer un vrai mouvement citoyen, afin d'être en mesure de peser sur le politique.

**Mais la simplification peut-elle être un programme politique à elle seule ?**

Cela n'a en tout cas jamais été un objectif réel de nos gouvernants. Or, si pendant cinq ans on s'attelait à enlever des textes et des règlements plutôt que d'en créer encore de nouveaux, on obtiendrait des résultats. Pompidou disait déjà, en 1966 : « Arrêtez donc d'emmerder les Français ! Il y a trop de lois, trop de textes, trop de règlements ! On en crève ! Laissez-les vivre un peu et vous verrez que tout ira mieux ! » Il n'a malheureusement pas pu le faire, mais le constat est toujours juste. ■

Pour en savoir plus ou laisser votre contribution : [www.vieplussimple.fr](http://www.vieplussimple.fr).

## « En France, on ne fait pas confiance à l'individu »

**Gaspard Koenig**  
Philosophe

Championne de la réglementation et de la production de lois, la France doit s'atteler d'urgence à simplifier son organisation, estime le philosophe, qui lance Simple, un mouvement destiné à lutter contre l'excès de normes, de lois et de règlements qui finissent, selon lui, par paralyser toute initiative.

**Vous vous lancez dans un combat contre l'excès de normes et de règlements qui paralysent selon vous le pays. Pourquoi ?**

J'ai traversé la France à cheval l'année dernière, dormant chaque soir chez l'habitant. Et le sujet qui est revenu systématiquement dans les conversations, c'est que chacun avait un problème avec une institution, une administration ou un règlement, qui l'empêchait littéralement de dormir. J'ai réalisé que les gens souffraient du fait que tout est de plus en plus réglementé. Or, l'homme est ainsi fait qu'il ne peut pas tolérer l'existence d'une règle qu'il trouve absurde ou injuste.

**En quoi les gens ont-ils le sentiment que les règles sont devenues absurdes ?**

Lorsque vous voulez repeindre vos volets et que l'architecte des Bâtiments de France vous interdit l'usage de telle ou telle couleur parce qu'il y a une église classée à proximité, le sentiment qui s'empare de vous est que chaque acte de votre vie, si anodin soit-il, est régi par une règle, un texte, une loi. Quand de petits viticulteurs se retrouvent confrontés aux exigences sanitaires exorbitantes imposées pour loger les vendangeurs un mois dans l'année, ils se sentent entravés. C'est aussi le cas de l'entrepreneur en bâtiment à qui on impose une distance entre le mur et l'échafaudage et qui vous explique que, parfois, les murs ne sont pas droits et que cette règle en devient tout bonnement inapplicable. Ce sont des « petites choses » qui, mises bout à bout, rendent les gens fous. La loi, souvent édictée pour de bonnes raisons, va aujourd'hui tellement dans le détail qu'elle en devient inapplicable.

**Le Conseil d'État recense aujourd'hui 84 619 articles législatifs et 233 048 articles réglementaires. Comment en sommes-nous arrivés là ?**

C'est révélateur : le Conseil d'État, gardien



Photo Hannah Assouline

de la « propreté du droit », dénonce régulièrement l'inflation normative qui nous accable. À tel point que, désormais, la question n'est plus de savoir si la loi est juste mais si elle ne devient pas au contraire un facteur d'injustice. Aujourd'hui, si vous êtes une grande fortune et que vous bénéficiez des conseils de bons avocats spécialisés, la France est quasiment un paradis fiscal : il y a tellement de stratagèmes pour échapper à l'impôt que les très riches vont s'en sortir. Inversement, dans l'univers des minima sociaux, qui sont encadrés par 120 000 textes de loi, un tiers des bénéficiaires potentiels de ces aides ne les touche pas parce que la complexité administrative les dissuade, les décourage ou que leur démarche n'aboutit pas. La question de la norme est donc profondément une question de justice sociale.

**Chaque gouvernement s'essaie pourtant à une loi de simplification. Qu'advient-il de ces initiatives ?**

Le flux normatif élanit hors de contrôle, il y a toujours plus de textes qui nous arrivent que de lois et règlements supprimés ou

“

La France est quasiment un paradis fiscal : il y a tellement de stratagèmes pour échapper à l'impôt que les très riches vont s'en sortir.

”

simplifiés. En fait, nous sommes plongés dans un paradigme administratif : en France, on ne fait pas confiance à l'individu et on essaie donc au maximum de l'encadrer dans tout ce qu'il peut faire. On a vu cette obsession administrative à l'œuvre pendant le confinement, dont je ne conteste pas la pertinence mais à l'occasion duquel on a voulu envisager tous les cas de figure : celui qui court, celui qui sort son chien, celui qui fait ses courses... On ne peut pas légiférer de la sorte, c'est impossible ! Tant qu'on ne fera pas confiance au citoyen, on continuera d'encadrer ses possibilités d'action jusqu'à l'absurde. Or, une société ne peut pas vivre sans une part de risque, et nous devons l'accepter.

**Quelle peut être la réaction des individus face à cette perte de liberté ?**

Ils se retrouvent aux prises avec ce que le sociologue allemand Max Weber nommerait il y a plus d'un siècle « la cage d'acier ». Nous vivons dans une société où aucune de nos actions ne peut être spontanée, aucune transaction ne peut être simple. Lorsque je suis revenu de mon

voyage à cheval, tout cela m'a sauté aux yeux : pendant des mois, j'ai vécu sans montrer de papier d'identité, de certificat d'assurance, sans rentrer de code secret pour accéder à tel ou tel serveur, en échangeant des services avec les gens sans jamais avoir recours à un tiers médiateur. **On parle beaucoup de l'administration, mais le privé n'échappe pas à ce mouvement de complexification...**

La complexification touche toutes les grosses structures. Qu'il s'agisse d'une banque, d'une compagnie d'assurances ou d'un opérateur télécom, on a tous le souvenir d'avoir été baladé d'un interlocuteur à l'autre, d'un service à l'autre, d'une plateforme à l'autre, avec à chaque fois des gens qui sont engoncés dans des procédures et qui sont dans l'incapacité de prendre leurs responsabilités. Résultat : nous passons notre temps à essayer de rentrer dans le système, à cocher les cases. Et on se dit « mais comment l'humanité a-t-elle pu en arriver à créer un système aussi insensé ? ». Un système que personne ne comprend réellement et que pas un humain n'approuverait si on devait le redessiner de A à Z aujourd'hui.

**Que proposez-vous de faire avec la plateforme Simple ?**

Je vais aller un peu partout organiser des réunions, où je ferai office d'écrivain public afin de recueillir le récit des histoires absurdes auxquelles les gens sont confrontés à cause d'une règle qu'ils considèrent comme illégitime ou aberrante. Ces histoires, ainsi que celles qui seront récupérées via la plateforme, vont ensuite être lues et analysées par un groupe de juristes qui aura pour mission, d'ici au mois d'octobre, de formuler un certain nombre de propositions, aussi radicales que possible, afin de simplifier notre environnement législatif et réglementaire. Derrière cette démarche, il y a l'idée de créer un vrai mouvement citoyen, afin d'être en mesure de peser sur la politique. **Mais la simplification peut-elle être un programme politique à elle seule ?**

Cela n'a en tout cas jamais été un objectif réel de nos gouvernements. Or, si pendant cinq ans, on s'attelait à enlever des textes et des règlements plutôt que d'en créer encore de nouveaux, on obtiendrait des résultats. Pompidou disait déjà, en 1966 « Arrêtez donc d'emmerder les Français ! Il y a trop de lois, trop de textes, trop de règlements ! On en crève ! Laissez-les vivre un peu et vous verrez que tout ira mieux ! Foutez-leur la paix ! Il faut libérer ce pays ! » Il n'a malheureusement pas pu le faire, mais le constat est toujours juste.

Propos recueillis par Samuel Ribot

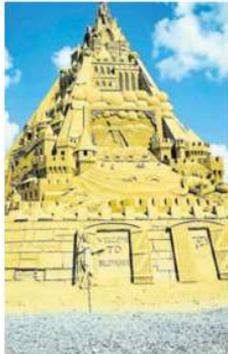
### insolite

## LE PLUS HAUT CHÂTEAU DE SABLE DU MONDE

Inutile de vous jeter sur votre pelle et votre seau : il vous sera (sans doute) impossible de battre cet été le record qui vient d'être établi mercredi 7 juillet au Danemark. Le Néerlandais Wilfred Stijger, accompagné des 30 meilleurs sculpteurs de sable du monde, a bâti le plus haut château de sable jamais réalisé. La structure mesure précisément 21,16 mètres de haut et dépasse de trois mètres et demi l'édifice qui avait été construit en Allemagne en 2019 et qui détenait jusqu'à présent le titre suprême dans le Guinness des Records. Celui-ci mesurait alors 17,66 mètres de haut.

**4 860 tonnes de sable**

Pour ce nouveau record, le château a été construit dans la station balnéaire de Blokhus, sur la pointe nord-ouest du Danemark. Il aura



fallu près de 4 860 tonnes de sable pour construire l'édifice. Les créa-

teurs y ont ajouté 10 % d'argile, pour rendre l'ensemble plus compact. Le château prend aussi la forme d'une pyramide. Il s'agit là d'une technique architecturale couramment utilisée pour faire en sorte que la structure ne s'effondre pas. Pour consolider le château, une structure de bois a été érigée en son centre pour maintenir la structure au moins jusqu'à l'hiver prochain. L'œuvre porte sur elle de multiples ornements. Son créateur, Wilfred Stijger, explique avoir voulu représenter à travers cet édifice l'emprise du Covid-19 sur le monde. De ses mots, le virus « dirige notre monde, nous dit ce qu'il faut faire et nous empêche d'être avec notre famille et nos amis ». Au sommet de l'édifice, l'architecte a ainsi décidé de placer la bactérie du Covid-19.

R. S.

### LE DESSIN DU DIMANCHE



## URGENCES

## SERVICES DE GARDE

**MÉDECIN.**  
Tél. 05.55.41.82.02.  
**PHARMACIE.**  
Tél. 32.37.

## URGENCES

**SAPEURS-POMPIERS.**  
Tél. 18.

**SAMU.**  
Tél. 15.

**POLICE-SECOURS.**  
Tél. 17.

**FRANCE ADOT 23.**  
Tél. 06.25.41.31.47.

## NUMÉROS UTILES

**SERVICE ROUTES.**  
RN 145, tél. 0820.102.102,  
routes départementales,  
tél. 05.44.30.29.00.

## ERDF-GRDF.

Dépannage électricité,  
tél. 0810.333.323 ;  
dépannage gaz,  
tél. 0.800.47.53.33.

## FRANCE BLEU CREUSE



## RENDEZ-VOUS. En

**direct.** Du Nord au Sud, de l'Ouest à l'est, chaque jour à 16 h 10, France Bleu Creuse prend des nouvelles des campings dans le département.

Les clients sont-ils au rendez-vous ? D'où viennent-ils ? Les activités proposées ? À suivre du lundi au vendredi avec Gaëtan Spagnol. ■

## LGBT. Cercle d'échanges et de parole.

Que nous soyons lesbienne, transgenre, bisexuel-Ile, intersexe, asexuel, pansexuel, queer, gay, retrouvons-nous le samedi 24 juillet à partir de 14 heures, aux Forges de Clugnat.

Rencontres, échanges, cercle de parole, atelier massage, danse libre...

Plus de renseignements au 06.73.26.00.56. ■

## Creuse → L'actualité

**RENCONTRE** ■ Le philosophe Gaspard Koenig a échangé avec des Creusois sur la simplification administrative

# Chez les Creusois pour penser « simple »

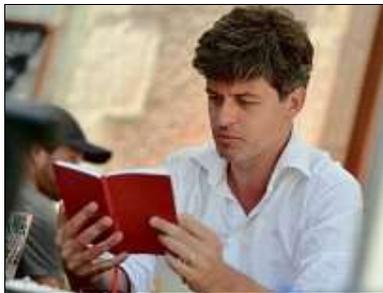
Le « tour de France de la simplification » fait étape en Creuse. Le philosophe et essayiste libéral Gaspard Koenig revient sur ses rencontres avec des citoyens creusois.

Entretien : Tom Jakubowicz  
Photos : Floris Bressy

Après une journée à Gentioux-Pigerolles où Gaspard Koenig est allé visiter la ferme bio pour parler des contraintes administratives qui pèsent sur les producteurs de cannabis thérapeutique, nous avons rencontré le président du think tank Générations Libre à la Souterraine, où il a échangé avec des élus du pays sostranien, hier, avant de faire du porte à porte chez les habitants.

■ **D'où vous est venue cette idée de « tour de France de la simplification » ?** Il y a quelque temps, je me suis embarqué dans un tour à cheval sur les traces de Montagne, en étant logé chez l'habitant. J'ai traversé des zones périurbaines, rurales, des centres-villes. Et puis j'ai vu ce qui les préoccupait. Pendant des mois, je n'ai jamais entendu parler de Macron, ni d'immigration, ni d'insécurité. Quel que soit l'âge, quel que soit le milieu social, la question des normes revenait tout le temps ! Alors ce tour de France, c'est la suite logique de ce voyage à cheval.

■ **En quoi la question des normes affecte les personnes au quotidien ?** L'excès de normes est un



**CARNET DE ROUTE.** Gaspard Koenig s'appuie sur les notes qu'il prend au cours de ses rencontres. PHOTOS FLORIS BRESSY

facteur d'injustices sociales. Il y a les « insiders » qui se débrouillent et en abusent, et les autres qui ne connaissent pas leurs droits, par exemple tous ceux qui n'ont pas recours au RSA. C'est aussi un sujet profond de liberté. Les artisans en ont marre d'occuper la moitié de leur journée à la paperasse, les personnes en situation de handicap en ont assez de devoir chaque année se justifier de leur

handicap, les gens sont énervés de devoir donner leur nom quinze fois par jour, ce qui ne va pas s'arranger avec le pass sanitaire...

■ **Qu'est ce qui vous a marqué en Creuse ?** J'y ai déjà passé 4, 5 jours lors de mon tour à cheval et gardé des souvenirs de paysages magnifiques, très sauvages, d'un sens de l'accueil des habitants. Sinon, je suis assez impressionné par la ferme de pro-

duction de CBD à Gentioux. Les gens qui y travaillent sont piégés dans une complexité qui cache l'absence de courage politique ; le cannabis fait peur aux politiques pour des raisons idéologiques. Pourtant, ils font les choses très bien, avec un haut niveau d'hygiène mais doivent subir des contrôles incessants et un grand sentiment d'insécurité car ils se trouvent dans un flou juridique. C'est incroyable parce

qu'on veut du made in France, du bio, mais on les force à faire de l'export car la vente de CBD est possible en France mais pas par les producteurs français...

■ **Et la discussion avec les élus ?**

Ils m'ont parlé d'un sujet que j'avais jamais encore étudié : les appels à projet. La Souterraine répond à celui sur le cœur de ville. Sauf que vu que tout se pilote depuis Paris, ils n'ont pas de marge de manœuvre pour adapter à la situation locale. Alors ils sabotent leur projet pour rentrer dans les cases demandées et obtenir l'argent... Pourquoi ne pas transmettre leur projet directement puis récolter les fonds ? Ils m'ont également parlé de plein de choses intéressantes : le plan de relance, trop fléché, la dématérialisation qui facilite l'État mais qui complique la vie des élus, la responsabilité juridique des maires qui est trop lourde, l'urbanisme dont les tentatives de simplification ont généré plus de complexité...

■ **Comment s'est passé le porte à porte ?**

Les gens ont été sensibles à la question et visiblement surpris que l'on s'intéresse à ce sujet laissé de côté. Mais c'était souvent des actifs en télétravail, qui n'avaient pas d'exemples concrets là tout de suite. Mis à part cette dame qui est vaccinée... mais dont le QR code n'a pas été généré. On réfléchit à un autre format pour laisser aux gens plus de temps pour développer leurs idées. ■

➔ **Témoigner.** Racontez vos histoires avec l'administration sur [vieplusimple.fr](http://vieplusimple.fr).

## BRITISH CORNER

## A nice shot of sun and history in the South of France

I wanted to go away for a week but not too far, however my daughter decided on the Pyrénées Orientales, in fact I couldn't go much further in France before arriving in Spain !

Despite the many kilometres to get there it was certainly a good choice, as the sun shone all the time, it was June so there were not too many people and what a delight to discover another region of France.

Argelès-sur-Mer was our destination, at the foot of the Massif des Albères which form the

frontier with Spain and the heart of the Roussillon Plain, on the Côte Vermeille. It certainly was like being in another country, the climate, the melting pot of nationalities, the Spanish influences, the food, the people, the sea, the beaches and in contrast it was raining in the Creuse.

I learnt that Argelès is an ancient city dating back to the Middle Ages, and with the presence of dolmens, prehistoric man was in this area too. Argelès comes from the Latin « argilla » meaning clay on which the

town is built.

Visiting the local museum I discovered the dramatic story of the « Retirada », which means retreat in Spanish. More than 450 000 Spaniards were forced to leave Spain under Franco, the beach of Argelès was chosen to site a concentration camp for the refugees. The conditions were very hard, many died during the cold winter, the tramontane wind was often blowing too which made life even more difficult. Other camps were built along the coast later but Argelès was the

first, many of the Spanish families settled in the area and their descendants are now French nationals.

Hopefully the sea has washed away these sad memories on the beach of Argelès but there are monuments and the museum so that history is not forgotten. It is hard to imagine the life in the concentration camp on Argelès beach when you are sitting on it, in the sun, having a picnic, enjoying the sea and the freedom.

It was in the 50s that Argelès became a tourist resort and in

fact now has one of the biggest concentration of campers in Europe, quite a turnaround from the concentration camps that were situated on the beach. We are counted amongst these campers having, for the first time, rented a mobile home, a new, enjoyable, family experience. Argelès impresses you with all things Catalan, the narrow, flowery streets in the town, the tapas, the architecture, the Catalan specialities, the language, the place lends itself to people watching, a favourite holiday occupation ! ■

# Entrée libre

## GRAND ENTRETIEN

Gaspard Koenig est philosophe, écrivain, maître de conférence à Sciences Po, président du think-tank Génération Libre, **FONDATEUR DU MOUVEMENT CITOYEN SIMPLE** qui a pour objectif de libérer les Français des normes et de la bureaucratie.



## GASPARD KOENIG

# « Je ne veux pas vivre dans cet univers de contrôle permanent »

Lorsque nous joignons Gaspard Koenig il est dans la Creuse, nouvelle étape de son tour de France de la simplification durant lequel de réunions publiques en porte-à-portes, il recueille des témoignages touchants et souvent révoltants de la complexité des règles et des normes qui entravent les projets et empoisonnent la vie des citoyens. « *Je rencontre des gens différents : des artisans, des entrepreneurs, des agriculteurs, des travailleurs sociaux. J'ai le sentiment que c'est un sujet structurant. Là encore le contrôle est au cœur du débat. Les gens sont inspectés vingt fois par an par mille organismes qui leur demandent n'importe quoi, et à côté il y a des zedistes qui, eux, sont complètement hors la loi mais qu'on tolère parce qu'on a peur de les affronter. On a vraiment une société à deux vitesses avec des personnes constamment sous contrôle et des voyous qui se moquent de la police. C'est vraiment totalement dissymétrique.* » Le contrôle, nous sommes en plein dans l'actualité. Dans le domaine sanitaire cette fois.



**Pass sanitaire, intensification de la campagne de vaccination, vous emboîtez le pas d'Emmanuel Macron ?**

**Gaspard Koenig** « La vaccination c'est très bien, mais il ne faut pas confondre les antivax et les anti pass sanitaire. On peut être pour la vaccination, ce qui est mon cas puisque je suis vacciné, et considérer que le pass sa-

nitaire est illégitime, inefficace et totalement disproportionné parce que pour un gain sanitaire extrêmement marginal, on provoque un bouleversement social majeur. Ne plus pouvoir circuler dans l'espace public sans montrer son identité, c'est grave. Moralement c'est une barrière de franchise, ouverte un peu n'importe comment, sans débat, dans la précipitation et la panique.

Abordons les raisons de fond : premièrement, le vaccin aujourd'hui est gratuit et à la disposition de tous. Les gens qui veulent se protéger peuvent le faire. Que d'autres soient très malades parce qu'ils ont choisi de ne pas se faire vacciner, c'est leur affaire. Je trouve que justement, l'universalité du vaccin déplace la question sanitaire qui était légitime jusque-là à une question de

Je considère qu'à partir du moment où la vaccination est disponible pour tous – c'est une question de responsabilité individuelle – et peu importe s'il y a transmission puisque chacun peut se protéger, le pass sanitaire qui ne garantit pas la non-transmission, il ne fait que diminuer le risque, crée un dommage très, très fort. C'est la question de la fin de l'anonymat. Pour aller prendre un café, il faudra transformer les serveurs en flics. Comme tout le monde ne va pas le faire, il y aura des zones de non droit, plein de zones où l'on s'en fout, plein de zones semi-clandestines, plein de faux que personne ne viendra vérifier. Tout ça n'est pas bon pour l'État de droit. Encore une fois on fait une loi qui n'est pas une loi, qui n'est pas vraiment faite pour être appliquée et que le gouvernement espère n'avoir jamais à faire appliquer. On y ajoute des tolérances. Or une loi ne doit pas être appliquée avec tolérance. La tolérance c'est l'arbitraire. Ça montre que l'État est à la fois complètement omniprésent, qu'il fait feu de tout bois, et en même temps qu'il est impuissant et qu'il ne respecte plus lui-même les lois qu'il promulgue dans la précipitation et la panique ».

**Et pourtant il avance au pas de charge pour faire adopter la loi par le Parlement le plus vite possible...**

« Il voit les résistances. Je trouve que ces résistances sont tout à fait saines et légitimes. Heureusement que l'on résiste dans une démocratie. Je trouverais insupportable que les opposants au pass sanitaire soient caricaturés comme des espèces d'imbéciles qui n'ont rien compris. Il y a une sorte de mépris de classe dedans, un interdit du débat à la fois politiquement et socialement, puisqu'il y a maintenant deux camps qui s'opposent sans se parler. C'est assez bizarre mais, encore une fois, heureusement que nous sommes encore un pays où les gens protestent devant une atteinte aussi grave aux libertés. C'est tout à fait normal. Après dans cette foule on va "mettre en valeur" les extrémistes antivax, les complottistes, mais il faut voir et entendre surtout ceux à qui on ne donne pas la parole et qui ont le sentiment d'être traités avec mépris ».

**Est-ce qu'il fallait contraindre les soignants à se faire vacciner ?**

« Je trouve que la vaccination obligatoire, au-delà même des soignants est plus justifiable et poserait moins de problèmes que le pass sanitaire. C'est une mesure claire, universelle, qui n'induit pas un contrôle de l'espace public et qui a le mérite de la cohérence. Chacun ne sera pas d'accord mais au moins, c'est respectable comme position ».

**« IL Y A UNE ESPÈCE DE FRANGE UTILITARISTE ET HYPER TECHNOLOGISTE QUI NE VOIT PAS LE PROBLÈME. »**

responsabilité individuelle. C'est d'ailleurs tout à fait le raisonnement du Royaume-Uni qui dit : s'il y a une quatrième vague ceux qui ont voulu se protéger ont pu le faire. Plus la situation s'aggrave, plus les gens en constatant ce qui se passe, vont choisir d'aller se faire vacciner, ce n'est pas la peine de leur imposer. Il y a un deuxième élément dont on ne parle absolument jamais alors qu'il est central : est-ce qu'une personne vaccinée peut être contagieuse ? Là, les données commencent à apparaître au Royaume-Uni. Moi, j'ai été vacciné, pourtant j'ai eu le variant Delta, j'étais contagieux. Je n'avais pas de forme grave parce que le vaccin marche très bien, néanmoins j'étais contagieux. La contagiosité est réduite mais elle existe toujours. On nous présente ça comme un truc binaire où le pass sanitaire serait un bouclier contre la transmission. Ce n'est pas vrai, il la réduit simplement un peu, et l'on ne sait pas encore de combien. On ne discute jamais de ce chiffre parce que les études sont seulement en train de sortir, alors que c'est pour moi un élément absolument central.

**Pensez-vous qu'il y a un risque de fracture dans la société entre ceux qui subissent ou acceptent le pass sanitaire et ceux qui en rejettent la mise en application, entre ceux qui se vaccinent et les autres qui ne veulent pas ?**

« Il y aura des poches de résistance, de désobéissance civile contre le pass sanitaire. C'est dur parce qu'on a tous envie de prendre un café, d'aller au cinéma et donc chacun fera ses arbitrages personnels. Je suis sûr qu'il y aura des résistants qui refuseront ce système jusqu'au bout. J'ai vu qu'il y a des cafetiers qui le disent et sont prêts à en assumer les conséquences. Cela va provoquer des heurts, il y aura forcément des injustices parce que des gens n'auront pas le bon pass, parce qu'il ne sera pas mis à jour. Cela va générer des frictions. On va s'emmerder avec ça pendant des années. Cela introduit des contrôles aux frontières entre tous les pays européens. Pour aller de la France à l'Allemagne par la voie terrestre, logiquement si on applique ce truc, il faudra aussi scanner son QR code. C'est quand même une machine énorme qui crée des tensions très fortes pour rien selon moi. C'est à la fois quelque chose d'illégitime sur le plan fondamental de la protection de l'individu qui déborde du champ de la politique sanitaire, qui est très peu efficace, qui n'est pas encore testé et sur lequel on n'a pas encore de données, puisque la donnée principale, c'est la contagiosité des vaccinés. Ce qui me dérange le plus, c'est que le pouvoir et une partie de la société ne comprennent pas la gravité de la dislocation de l'espace public en sas qu'il faut franchir. Pour eux ce n'est pas grand-chose, c'est un caprice de considérer que c'est dangereux parce

**« LA VACCINATION C'EST TRÈS BIEN MAIS IL NE FAUT PAS CONFONDRE LES ANTIVAX ET LES ANTI PASS SANITAIRE. »**

qu'effectivement ça ne coupe pas un bras, ça ne coûte pas d'argent, donc qu'est-ce que c'est de scanner un code ? C'est, je crois, une question de philosophie politique. Il y a une espèce de frange utilitariste et hyper technocratique qui ne voit pas le problème et anthropologiquement je pense que le changement est énorme ».

**Pourtant pour endiguer la quatrième vague il faut faire quelque chose et au moins prendre des mesures de freinage ?**

« Mais non, pas du tout. C'est exactement le raisonnement des Anglais. Ce que je vous disais au début de l'entretien. S'il y a une quatrième vague mais peu importe, à partir du moment où tout le monde a pu se protéger. Les gens qui ne se sont pas

protégés prennent leurs responsabilités. Que le virus continue à circuler, à partir du moment où on est sûr que le vaccin protège pratiquement à 100% des formes graves c'est formidable. Maintenant que l'État a fait ce qu'il doit faire, c'est-à-dire qu'il a mis en place des centres de vaccination et permis à toute la population d'être vaccinée, il a rempli son rôle. À partir du moment où ce fait est acquis, toute politique de restriction devient parfaitement illégitime. C'est très exactement le raisonnement des Anglais. Ils disent : s'il y a une quatrième vague et que des gens sont contaminés, ils auront choisi de prendre ce risque-là plutôt que de se faire vacciner ».

**Le gouvernement a-t-il tout faux ?**

« On peut le remercier d'avoir mis en place le système de vaccination et d'avoir rendu les vaccins gratuits et universels. C'est très bien et c'est normal, il a rempli l'essentiel de son rôle mais il cède la passion du contrôle et du micro-contrôle qu'on le voit prendre depuis trop longtemps. Il ne faut pas oublier que ce genre de mesures d'exception se pérennissent constamment. On l'a vu avec l'état d'urgence contre le terrorisme, l'état d'urgence sanitaire qui ne cesse d'être reconduit. C'est très difficile une fois qu'on a mis en place des mesures de contrôle en place de les ôter. La mise en place c'est une bureaucratie, des intérêts privés, des boîtes qui vont fournir les différents services numériques. C'est donc tout un écosystème qui se crée. Là, on va toujours nous dire : oui mais il y a un autre variant ou je ne sais quoi et moi je suis traumatisé par ce truc. L'idée qu'on légue à nos enfants un monde où il n'y a plus d'espace public anonyme ou l'on ne peut plus circuler comme ça le nez au vent, où il faut constamment se justifier, produire un papier, produire un certificat sanitaire où qu'on aille, avec le risque que ça dégénère. On peut aussi mettre le casier judiciaire dedans, pourquoi pas, mettre aussi des informations fiscales. C'est quand même une société terrible, très dystopique qui m'effraie. Je ne veux pas vivre dans un univers de contrôle permanent. Si on cède si facilement sur un sujet où il est quand même assez aisé de montrer qu'il est complètement disproportionné, qu'est-ce que ça va être lorsque nous aurons des épidémies plus violentes, plus létales ou du terrorisme ou aussi à des réflexions liées à l'écologie et à l'environnement. Si on abandonne nos libertés avec une telle facilité pour un motif aussi peu robuste, qu'est-ce que ce sera face à des problèmes plus violents » ?

Propos recueillis par Pierre Tariho

**« JE TROUVERAIS INSUPPORTABLE QUE LES OPPOSANTS AU PASS SANITAIRE SOIENT CARICATURÉS COMME DES IMBÉCILES QUI N'ONT RIEN COMPRIS. »**

**« LA VACCINATION OBLIGATOIRE EST PLUS JUSTIFIABLE, ELLE POSERAIT MOINS DE PROBLÈMES. »**

**SOCIÉTÉ** ■ Gaspard Koenig vient recueillir des témoignages dans le Cher

## En campagne pour « faire simple »

Gaspard Koenig vient passer deux jours dans la troisième circonscription du département du Cher, aujourd'hui et demain.

Fondateur du mouvement citoyen Simple, le philosophe et écrivain veut faire de la simplification administrative l'enjeu majeur de l'élection présidentielle de 2022.

Constatant « le nombre croissant de normes et de contraintes, publiques comme privées », qui « entravent la vie des Français », il a lancé *vieplusimple.fr*, une plateforme numérique ouverte aux contributions, pour recenser « toutes les absurdités nationales. »

« Les candidats vont tous nous promettre de faire plus. Et si ce dont nous avons vraiment besoin, c'est de faire simple ? » interroge-t-il.

### Invité par le député Loïc Kerwan

Gaspard Koenig est invité par le député Loïc Kerwan (ex-LREM, aujourd'hui Agir ensemble, dans la majorité présidentielle). Sensible à la démarche, ce dernier lui a proposé de passer recueillir, dans le Berry, des témoignages pour nourrir sa ré-



**MOUVEMENT CITOYEN.** Créateur de Simple, le philosophe et écrivain Gaspard Koenig veut faire de la simplification administrative l'enjeu majeur de la présidentielle de 2022. PHOTO FLORES BRESSY

flexion et, à l'issue, les synthétiser et faire des propositions qui pèsent dans le débat politique.

« Cet été, jusqu'en septembre, Gaspard Koenig engage un tour de France à la recherche de témoignages bruts, sans filtres, présente Loïc Kerwan. La simplification administrative est un thème qui concerne tout le monde. Je vois tous les jours, sur le

terrain, que chacun en souffre et que le sujet ne se réduit pas à la seule administration. »

### Elus, commerçants et agriculteurs

« Ce sont, aussi, les entreprises privées, par exemple les assurances ou les opérateurs téléphoniques. C'est de plus en plus souvent un casse-tête, avec de moins en moins de contacts, etc. »

Trois séquences d'échanges sont prévues : avec des élus locaux, jeudi après-midi, en mairie de Saint-Amand-Montrond ; avec des commerçants et artisans, vendredi matin, à l'Eventail, à Orcenais ; avec les propriétaires de la Ferme des Rauches et d'autres agriculteurs, l'après-midi, à Beffes. ■

**Marléne Lestang**  
marlene.lestang@centrefrance.com

# Gaspard Koenig : « Montaigne, c'est tout sauf une ligne droite »

Philosophe libéral et « anar refoulé », Gaspard Koenig a effectué, de juin à novembre 2020, un voyage à cheval, du Périgord au Vatican, sur les traces de Montaigne. Il en a ramené un livre passionnant

**Benoît Lasserre**  
b.lasserre@sudouest.fr

**Quelle place Montaigne occupait-il dans votre bibliothèque avant ce périple à cheval ?**

Je ne l'ai vraiment découvert qu'en préparant ce voyage. Je connaissais ses écrits par bribes ou citations mais je n'y ai plongé que pendant le premier confinement. J'en suis ressorti conquis. Les « Essais » restent d'une étonnante actualité. J'ai été séduit par la démarche, l'écriture, et surtout les digressions auxquelles Montaigne se livre, ses réflexions instinctives, ainsi que par la façon dont il écoute et évoque son corps. Ce que j'aime chez lui, c'est sa volonté de ne pas laisser de trace.

Montaigne n'est pas un révolutionnaire, il se méfie des utopies. Il a vu trop de gens s'entretuer par idéologie ou foi religieuse. Il exècre les gens trop convaincus. Il n'y a pas de système chez lui. C'est un philosophe de l'ordre spontané.

Je me retrouve chez lui dans le souci d'expérimenter les idées sur le terrain, comme je l'ai déjà fait, d'apprendre à écouter et à douter, à penser contre soi-même. J'ai passé beaucoup de soirées à discuter avec des gens aux idées contraires aux miennes, mais je les respectais.

**Un de vos amis vous dit que Montaigne voyagerait aujourd'hui en TGV.**

À son époque, Montaigne ne recherchait pas forcément la lenteur. Il voyageait vite, en se privant de déjeuner comme j'ai fini moi-même par le faire. En revanche, son voyage,

« Montaigne n'est pas un révolutionnaire, il se méfie des utopies »

comme sa pensée, s'autorise beaucoup de détours ou de pauses inattendues. Si vous regardez son itinéraire, c'est tout sauf une ligne droite.

**Vous qui êtes un intellectuel, vous avez dû vous initier aux travaux manuels et au bricolage.**

Avant de commencer le voyage, j'ai suivi six mois de formation équestre parce que, contrairement à Montaigne, je voyageais seul presque tout le temps et, sauf exception, je devais me débrouiller avec mes propres moyens. Mais accepter les contraintes extérieures, c'est le stoïcisme. Cela dit, la contrainte devient aussi un plaisir. J'ai découvert l'intérêt du travail manuel. Le bricoleur réfléchit, essaie, détourne parfois un objet de sa finalité première. On com-



**Le philosophe est par ailleurs président du cercle de réflexion Génération libre, lancé en 2013.** ARCHIVES AFP

prend aussi pourquoi un objet fait à la main a plus de valeur qu'un objet industriel.

**Votre relation avec la jument Destinada est très intéressante. D'abord méfiante, elle se change en complicité. On pense à Jappeloup et Pierre Durand.**

C'est drôle que vous évoquiez Jappeloup et Pierre Durand. Adolescent, ce cheval était mon idole et Pierre Durand m'avait envoyé une photo signée de lui et de Jappeloup.

Il ne faut pas plaquer sur le cheval des sentiments humains et trop affectifs. C'est une relation transactionnelle et il faut laisser venir les choses. Le moment le plus important de notre relation, c'est quand je n'ai plus eu besoin de la tenir quand nous marchions sur le bord d'une route. La question de sa fuite ne se posait plus, je savais qu'elle resterait à côté de moi.

À mes yeux, le cheval est plus proche du chat que du chien. C'est un animal indépendant, chez lequel il n'y a pas de fidélité affective.

**À cheval, dites-vous, on voit les choses de haut. Mais l'animal favorise aussi les rencontres.**

Traverser le pays à cheval est assez idyllique. Les gens viennent spontanément vers vous et vous proposent de l'aide, parfois de l'argent. Moi qui suis un urbain, ce voyage m'a appris la simplicité dans le rapport à autrui. Que ce soit dans des villages, dans des grandes villes ou des banlieues, j'ai toujours été bien accueilli. Il n'y a que dans les zones pavillonnaires que je n'ai eu aucun lien avec les habitants. Ils restent chez eux.

Au cours de ce périple, j'ai visité une bonne partie de la France, dite périurbaine, terme que ses habitants détestent. Ils rejettent surtout le paternalisme parisien et n'ont qu'une envie : qu'on les laisse vivre et qu'on cesse de les emmerder.



Gaspard Koenig et Destinada lors d'une escale au château de Chambord. ELODIE GRÉGOIRE

**Précisément, vous étiez engagé dans un combat contre l'excès de normes dans notre pays. Ce voyage a renforcé votre détermination.**

Quand on vient d'où je viens, on en souffre moins parce qu'on peut toujours s'arranger. Mais, sur le terrain, vous découvrez à quel point la norme est la première préoccupation des Français, quel que soit leur métier ou leur revenu, bien avant la sécurité. Les gens ont un sentiment

« Les gens ont un sentiment très élevé d'impuissance et d'arbitraire »

très élevé d'impuissance et d'arbitraire. L'État ne fait pas confiance à l'individu. Souvenez-vous des attestations où vous deviez préciser que vous avez un chien pour sortir.

À la fin du voyage, j'ai lancé avec d'autres personnes un mouvement qui s'appelle « Simple ». Je voyage de nouveau en France, cette fois en

## CHEVAL DE BATAILLE

De Saint-Michel-de-Montaigne à Rome, via le Limousin, le Berry, la Sologne, la Champagne, les Vosges, la Bavière et la Toscane, Gaspard Koenig, philosophe et écrivain de 39 ans, a refait de juin à novembre 2020 avec la jument Destinada, le périple effectué en 1580 par Montaigne. Il en est revenu libéré de certains fers,

train ou en voiture, pour remplir des cahiers de doléances. Nous ferons des propositions fin octobre, on verra quel candidat à la présidentielle s'en saisit.

**C'est au nom de ce même libéralisme ou de votre anarchisme refoulé que vous vous opposez au passe sanitaire ?**

Je suis vacciné et partisan de la vaccination. Mais je considère que le passe sanitaire est une atteinte grave aux libertés. Ses partisans rétorquent qu'il s'agit juste d'un QR Code à présenter. Avec ce périple, j'ai découvert la vraie liberté de circulation, sans laisser de trace.

« mieux libéral », avec un livre épais, jamais écrasant, qui se lit avec un immense bonheur grâce au style de l'auteur, à ses références littéraires, aux paysages qu'il décrit et aux gens, anonymes ou connus (le pape François notamment) qu'il rencontre. Un récit sans œillères sur quelque 2 500 kilomètres.

Je crains qu'on se dirige vers une société à la chinoise et j'entends des candidats qui réclament la reconnaissance faciale dans les transports en commun. Il y a des choses interdites, c'est normal, mais ce qui n'est pas interdit doit être autorisé comme s'installer à la terrasse d'un café. Grâce à leur couverture vaccinale, les Anglais ont renoncé au passe parce qu'ils estiment que notre liberté vaut plus que l'efficacité absolue des solutions sanitaires.

« Notre vagabonde liberté. À cheval sur les traces de Montaigne », de Gaspard Koenig, éd. L'Observatoire/Le Point, 576 p., 21 €.

---

## Gaspard Koenig : « Nous voulons diviser par 100 le nombre de lois »

### [interview] simplification

Le philosophe libéral Gaspard Koenig, fondateur du think tank Génération libre, a lancé en mai son mouvement politique « Simple », qui met au coeur de ses ambitions la simplification des normes. Il explique à la Gazette son projet de diviser par 100 le nombre de normes législatives et réglementaires.

### Pourquoi avoir mis la simplification des normes au coeur de votre projet ?

J'ai fait l'année dernière un tour de France à cheval, en dormant chez l'habitant. Et le sujet politique qui remontait de lui-même tous les soirs, ce n'était ni la sécurité ni l'immigration, mais la question de la norme très précise. Le propriétaire d'un moulin qui a affaire à la police de l'eau, des maçons qui ont des problèmes avec l'inspection du travail, ...

Il y a parfois des choses risibles, souvent tragiques, et surtout toujours irritantes. Les gens veulent bien respecter la loi, mais la loi ne s'adapte pas au terrain. Pire encore, les gens ne savent pas à qui s'adresser pour savoir quelle norme s'applique à leur situation. Tout ça avec le peur de la sanction. Ce n'est pas simplement une question de paperasse. Les gens au bout de la chaîne ne peuvent vraiment plus vivre leur vie. Il y a en plus cette impression que chaque action est régie par plusieurs normes.

Cette complexité nourrit la haine contre l'élite. C'est mauvais démocratiquement. Les Français n'ont plus confiance en l'Etat de droit. Ce qu'ils pensent, c'est que l'Etat ne fait rien pour chercher les truands, mais qu'il est là pour les sanctionner quand ils collent la mauvaise étiquette sur leurs produits.

### Les collectivités sont-elles concernées par ce problème ?

Les petits maires sont concernés au premier plan. C'est leur problème numéro un, ce déluge de règles. Déjà parce qu'ils entendent les doléances de leurs administrés. Mais surtout, ils sont pénalement responsables de règles contenues dans des codes qu'ils ne peuvent pas comprendre. On ne peut pas demander à un maire d'une petite commune de connaître les 3600 pages du code de l'urbanisme... Et ils sont confrontés à toutes sortes de sujets. Lors d'une réunion avec les maires de la Mayenne, le débat a tourné autour des nouvelles normes concernant les cages à ragondins. Le monde n'est pas plus complexe qu'avant,

c'est nous qui le rendons complexe.

Et par-dessus tout ça, les maires doivent se référer à des administrations totalement anonymes : les

Dreal  
, les

DRAC  
, les ABF... Même les maires n'y trouvent pas d'interlocuteurs.

D'ailleurs, j'ai compris récemment que le rôle du préfet n'est pas de faire appliquer les normes, mais de ne pas les faire s'appliquer. C'est une sorte de magicien pour les maires, qui peut distribuer des exceptions, en disant « là on ferme les yeux ».

## Comment prévoyez-vous de résoudre ces problèmes ?

La simplification des normes doit être une priorité. C'est une question de liberté. Nous voulons diviser par 100 le nombre de normes existantes. Je sais que c'est très radical. Mais ça serait à la hauteur du sujet. C'est la réforme matricielle de notre projet, tout le reste en découle.

L'ambition n'est pas d'y aller norme par norme, en regardant quelle norme il faudrait supprimer et quelle norme il faudrait garder. Nous voulons y aller d'un grand trait de plume.

En fait, nous voulons inscrire un certain nombre de grands principes dans la loi, pour ensuite figer ce stock de lois. Le parlement ne fera plus de la loi en permanence, il sera là pour veiller à leur application, et éventuellement en changer une de temps en temps. Quant aux décrets d'application, ils n'existeront tout simplement plus.

Ça paraît fou. Mais ce qui l'est en réalité, c'est que ça ne soit pas déjà comme ça. Ça paraît fou que la loi ne tienne pas en un volume, et que tout le monde puisse la comprendre.

## Ça aura des conséquences sur notre société ...

Oui bien sûr. On veut faire confiance au citoyen, au personnel politique local, aux entreprises, avec l'idée fondamentale qu'aujourd'hui, on infantilise le citoyen. Il faut mettre en place un cercle vertueux de la responsabilité.

Ca nous permettrait par exemple de remettre les fonctionnaires sur le terrain. Les gens doivent pouvoir aller dans une administration et avoir des réponses sur ce qu'ils peuvent faire. Et ça permettrait aux agents de retrouver du sens dans leur travail, en étant au contact des administrés.

Mais attention, la simplification n'a pas que des bons côtés. Il va par exemple parfois accepter qu'il n'y ait pas de responsable : une personne qui tombe à cause d'un pavé qui dépassait de 3 mm ne pourra pas se retourner contre la mairie. Il faut retrouver l'idée de mauvais hasard.

Ça veut aussi dire qu'il n'y a plus d'uniformité dans l'application de la loi. Les normes seront adaptées aux réalités de chaque territoire par les élus. Le juge n'interviendra qu'en cas d'erreur manifeste. Dès que les citoyens respecteront un peu près les grands principes, ils seront dans les clous. Il faut que notre société accepte que les gens se débrouillent.

*par Gabrielzignani*



PAR SYLVAIN HENRY

1 juillet 2021, 17:14, mis à jour le 3 juillet 2021, 06:46

## Gaspard Koenig : "Pour débureaucratiser nos vies, il faut un changement d'état d'esprit dans toute la société"

L'écrivain et philosophe observe le besoin urgent de simplification administrative alors que, dit-il, la pression des normes est un sujet devenu "brûlant". Il a lancé un mouvement de citoyens et une plateforme *ad hoc*. La simplicité dépasse la simplification administrative et porte un projet de société, estime-t-il.



**Avec la plate-forme numérique "Vieplussimple.fr", vous lancez un mouvement de citoyens destiné à appuyer la simplification administrative. La simplification est un sujet ancien, auquel des réponses ont été apportées ces dernières années. En quoi est-ce un enjeu majeur aujourd'hui ?**

La simplification est en effet un thème déjà ancien que nous avons abordé au sein du *think tank* GénérationLibre avec l'ancien commissaire à la Réforme de l'État Jean-Ludovic Silicani, qui avait évoqué des pistes radicales pour simplifier le droit et juguler l'inflation normative. Le constat théorique est posé depuis longtemps. Le facteur déclencheur qui m'a amené à lancer le mouvement de citoyens et la plate-forme "Vieplussimple.fr" a été la longue traversée à cheval de la France que j'ai effectuée l'an dernier [*sur l'itinéraire emprunté autrefois par Montaigne, de Bordeaux à Rome, ndlr*]. À presque chacun de mes repas et de mes rencontres, revenait un sujet qui préoccupe les gens dans leur vie quotidienne : celui de la surcharge normative, des formulaires interminables, des commissions "Tartempion". Les gens acceptent d'avoir une vie dure, mais ils n'acceptent pas qu'elle soit rendue absurde et qu'ils ne puissent plus comprendre les lois, les règlements et les textes qui se multiplient et contrôlent leur existence dans les moindres détails. Un fort ressentiment existe aujourd'hui vis-à-vis du pouvoir central.

**Ce thème est-il vraiment si sensible aujourd'hui ?**

C'est un sujet certes banal et déjà bien décrit par Tocqueville... Mais il est devenu brûlant ! Et ce ras-le-bol explique probablement des mouvements comme celui des "gilets jaunes". Les honnêtes gens ont le

sentiment d'être quasiment des hors-la-loi car ils ne comprennent rien à des normes que plus personne n'est par ailleurs capable de mettre en œuvre, et qui réintroduisent un très fort arbitraire. C'est aussi une question de justice sociale : ce sont les *insiders*, ceux qui ont des contacts, qui tirent parti de la complexité, et les *outsiders* qui en pâtissent. Cette multiplication des process vient de l'administration publique comme du secteur privé, ainsi que l'a bien vu l'anthropologue David Graeber. Dans les deux cas, ce sont des *chatbots* qui répondent et laissent impuissant le citoyen qui ne rentre pas dans les cases. Cette plate-forme que j'ai lancée vise à recenser toutes ces histoires kafkaïennes de personnes désireuses de vivre simplement, de mener leurs activités sans pression administrative... Je l'ai pensée sur la base de mon expérience auprès des quelque 60 foyers que j'ai rencontrés l'été dernier. Elle vise à développer une force militante, à offrir un canal d'expression à celles et ceux qui subissent la norme.

**L'expérience commune qui nous définit le mieux tient sans doute à notre rapport à l'administration. Le formulaire Cerfa est au fond une part de notre identité, du chef d'entreprise à l'allocataire social !**

**N'exagérez-vous pas cet enjeu ? N'observez-vous aucune amélioration alors que les derniers gouvernements ont pris en considération le besoin de simplification de l'action publique ?**

Pas du tout ! L'information normative galope, en stock et en flux : nous

en sommes à plus de 300 000 articles législatifs et réglementaires en vigueur. C'est un constat. Les producteurs de normes sont à l'abri de ce qu'ils produisent, alors que les frictions se multiplient sur le terrain. On l'a vu avec les attestations pendant le confinement, qui ont parfaitement révélé les travers de notre logique bureaucratique : il fallait prévoir tous les cas particuliers, et résultat... personne ne s'y retrouvait. Certes, les bonnes volontés existent, chaque gouvernement lance une initiative de simplification et aujourd'hui, la ministre [*de la Transformation et de la Fonction publique, ndlr*] Amélie de Montchalin y travaille de manière courageuse. Mais une norme s'en va par la porte et ce sont de nombreuses autres qui reviennent par la fenêtre. Le sujet doit être traité de manière structurelle, paradigmatique, et non pas au fil de l'eau.

### **Vous êtes allé à la rencontre des territoires : les élus locaux sont-ils plus touchés, particulièrement dans le monde rural ?**

Je ferai de nouveau cet été un tour de France (en voiture, cette fois !) pour collecter des témoignages dans le cadre de réunions publiques. C'est clairement un problème qui touche les élus locaux et plus encore les élus ruraux, qui sont responsables des décisions publiques sur le terrain. L'épée de Damoclès de la sanction pénale paralyse les initiatives. Pour inverser la tendance, pour débureaucratiser nos vies, il faut initier un changement d'état d'esprit à travers toute la société. Admettre l'existence de risques, faire confiance à l'individu et à son jugement, reconnaître les limites de la verticalité.

## **Entendez-vous porter vous-même ce thème pendant la campagne présidentielle ?**

Je me donne jusqu'au mois d'octobre pour poursuivre un travail et une action de terrain : aller voir les maires, les fédérations professionnelles, les associations, organiser des réunions avec les citoyens... On parle beaucoup d'identité française. Mais l'expérience commune qui nous définit le mieux tient sans doute à notre rapport à l'administration. Le formulaire Cerfa est au fond une part de notre identité, du chef d'entreprise à l'allocataire social ! Notre premier objectif est de susciter cette prise de conscience. Ensuite, à partir de ces témoignages, nous ferons des propositions, avec le groupe de juristes qui m'accompagne. Il s'agira de proposer une réponse forte, radicale, à la hauteur du code civil de Portalis\*, qui avait démêlé l'écheveau du droit d'Ancien Régime.

**La simplicité est un phénomène qui dépasse la simplification administrative et représente un véritable projet de société.**

### **Et ensuite ?**

Plus je creuse le sujet, plus je réalise que la simplicité est un phénomène qui dépasse la simplification administrative et représente un véritable projet de société. Par exemple, pour "simplifier" l'imbroglio socio-fiscal, il faut réfléchir à l'instauration d'un revenu universel ; pour "simplifier" le millefeuille territorial, donner davantage d'autonomie locale... La simplicité est aussi une manière de concevoir la gestion de

l'entreprise. Et c'est même un thème philosophique passionnant, depuis le rasoir d'Ockham\*\*...

### **Ne craignez-vous pas d'entretenir ainsi un "administration bashing" et un "fonctionnaires bashing" ?**

Les fonctionnaires sont les premières victimes de cette standardisation extrême. Sur notre plate-forme, témoignent des profs, des infirmières et des policiers, lassés de remplir de la paperasse. Ils ont le sentiment qu'on grève leur capacité à agir au service de l'intérêt général. À l'inverse, ils détiennent souvent les clés de la simplification. Ils devraient être nos premiers porte-parole !

Propos recueillis par Sylvain Henry

*\* Achevé le 18 mars 1804.*

*\*\* Le "rasoir d'Ockham" est un principe philosophique attribué au franciscain Guillaume d'Ockham (XIV<sup>e</sup> siècle), prônant la simplicité dans le raisonnement.*